

2026

RISK IN FOCUS

Sujets d'actualité
pour internes
les auditeurs

AFRIQUE



Internal Audit
FOUNDATION



African Federation of
Institutes of Internal Auditors

À PROPOS DE RISK IN FOCUS GLOBAL

Connaître vos risques. Planifiez stratégiquement.

Risk in Focus est l'initiative annuelle phare de l'Internal Audit Foundation visant à identifier les cinq risques les plus importants affectant les organisations dans le monde.

Découvrez ce que les auditeurs internes disent au sujet des :

- Cinq risques les plus élevés dans leur région
- Cinq priorités pour l'audit interne
- Principales considérations pour les conseils d'administration et les comités d'audit

Risk in Focus s'appuie sur les résultats d'enquêtes, de tables rondes régionales et d'entretiens avec des experts locaux pour révéler des informations clés sur les risques régionaux ainsi que sur la perspective des risques à l'échelle mondiale.

L'Internal Audit Foundation remercie les instituts et organismes régionaux de l'IIA qui rendent cette recherche possible : Fédération africaine des instituts d'audit interne (AFIIA), la Confédération arabe des instituts d'audit interne (ARABCIIA), la Confédération asiatique des instituts d'audit interne (ACIIA), la Confédération européenne des instituts d'audit interne (ECIIA) et La Fondation latino-américaine d'Audit Interne (FLAI).

Nous remercions tout particulièrement le European Institutes Research Group (EIRG), qui a développé l'approche de recherche Risk in Focus en 2016 et continue de publier le rapport pour l'Europe via [l'ECIIA](#).

Les rapports et les notes d'information au conseil sont gratuits pour le public :

- Afrique
- Asie-Pacifique
- Europe
- Amérique latine
- Moyen-Orient
- Amérique du Nord
- Synthèse globale

Visitez le [Centre de connaissances « Risk in Focus »](#) pour obtenir des rapports et de plus amples informations.



Visitez le [Centre de connaissances « Risk in Focus »](#) pour obtenir des rapports gratuits et notes d'information au conseil d'administration (theiia.org/RiskInFocus).



PARTICIPATION MONDIALE À LA RECHERCHE

131
pays/
territoires

4,073
enquête
réponses

18
tables rondes avec
182
participants

24
entretiens
approfondis



CONTENU

Résumé exécutif	4
Section 1. L'environnement de risque de l'Afrique	5
Section 2. Niveaux de risque	9
Section 3. Priorités d'audit	13
Section 4. Risques et priorités d'audit	17
Section 5. Sujets d'actualité	
Risques financiers et de liquidité	19
Perturbation numérique et cybersécurité	23
Conclusion	28
Annexes	
A. Méthodologie	29
B. Données démographiques	30
C. Analyse de la sous-région Afrique	35
D. Analyse de l'industrie africaine	39
E. Analyse des régions du monde	41
Remerciements	43
L'équipe du projet Africa Risk in Focus	44
Partenaires de l'Internal Audit Foundation	45
À propos de l'IIA	46



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Trouver un équilibre entre les investissements numériques et les défis financiers

La croissance par le biais de la numérisation promet de développer l'inclusion sociale, d'améliorer les recettes fiscales et de stimuler la compétitivité. Mais pour gagner, les organisations africaines doivent naviguer dans un labyrinthe complexe de défis interconnectés. Le manque criant de financements, la fraude, les événements météorologiques extrêmes et les cyberattaques font obstacle.

Si la cybersécurité reste le principal risque pour l'Afrique, c'est le risque de perturbation numérique qui a le plus augmenté par rapport à l'année précédente, passant de la sixième à la troisième place (Figures 1 et 3). Les entreprises réagissent en renforçant leur résilience, et les directeurs de l'audit interne (CAE) soutiennent ces efforts en intégrant les missions d'assurance dans l'ensemble des domaines de risque.

Les risques financiers et de liquidité sont plus élevés en Afrique que la moyenne mondiale, se classant au quatrième rang pour l'Afrique et au septième rang au niveau mondial (Figure 2). De nombreux pays de la région dépendent de flux stables d'investissements étrangers, ce qui accroît les risques financiers et de liquidité lorsque ces flux sont limités. Alors que ces investissements se concentrent sur des infrastructures et des initiatives de numérisation indispensables, la fraude, la corruption et les conditions météorologiques extrêmes pèsent constamment sur les ressources. Les auditeurs internes réagissent en fournissant des services d'assurance et de conseil pour les contrôles de liquidité et la qualité des données financières sous-jacentes.

Avec la prolifération de l'IA (intelligence artificielle) et des technologies financières mobiles, la cybercriminalité est devenue une menace encore plus grande. Les taux d'alphabétisation étant faibles dans certains pays, la sensibilisation culturelle aux menaces de cybersécurité peut être difficile à établir. Les réglementations relatives à la sécurité et à la confidentialité des données font parfois défaut, ce qui ajoute au défi.

D'autre part, l'Afrique possède l'un des secteurs fintech (technologie financière) les plus dynamiques au monde, et les organismes publics souhaitent de plus en plus automatiser les systèmes et la documentation. Les CAE investissent dans de meilleurs outils d'audit interne afin d'accroître l'automatisation des contrôles et de tirer parti de l'IA.

Outre les résultats de 1 043 réponses à l'enquête en Afrique et 4 073 dans le monde, le rapport Africa Risk in Focus 2026 présente des solutions pratiques pour faire face à l'environnement de risques propre à l'Afrique, fondées sur plusieurs ateliers et entretiens avec des dirigeants de la région.

Points clés

- Les CAE en Afrique signalent des risques financiers et de liquidité élevée plus souvent que la moyenne mondiale 43 % en Afrique contre 31 % dans le monde (Figure 2).
- Si la cybersécurité reste un risque majeur pour l'Afrique, c'est le risque de perturbation numérique qui a le plus progressé par rapport à l'année précédente, passant de la sixième à la troisième place (Figures 1 et 3).
- Les risques financiers et de liquidité constituent un défi unique pour la région, alimenté par le manque de ressources locales, les crises climatiques extrêmes et la dépendance à l'égard des devises étrangères.
- La mise en œuvre du numérique progresse dans toute l'Afrique, mais de nombreux nouveaux utilisateurs sont vulnérables à la cyberfraude.
- Les CAE fournissent des services d'assurance traditionnels, mais rééquilibrent également les plans d'audit pour intégrer des services de conseil plus rapides afin de répondre aux risques qui émergent rapidement.

AFRIQUE PARTICIPATION À LA RECHERCHE

- **1,043**
réponses à l'enquête
- **39**
pays participants
- **3**
tables rondes avec
17
participants
- **3**
entretiens approfondis



African Federation of
Institutes of Internal Auditors

Commanditaire pour la traduction française :



DE L'AUDIT INTERNE

SECTION 1.

L'ENVIRONNEMENT DE RISQUE DE L'AFRIQUE

Augmentation des risques technologiques

Les organisations renforcent la résilience de leurs activités pour faire face à un réseau complexe de défis interdépendants - de la cybersécurité au changement climatique.

La cybersécurité est le risque le plus important pour les entreprises africaines, 62 % d'entre elles la considérant comme leur risque numéro un (Figure 1) et 60 % comme la priorité la plus importante pour leurs fonctions d'audit interne (Figure 5). Pour les CAE africains, la cybersécurité est le risque principal : 62 % l'ont classée n°1 (Figure 1) et 60 % l'ont mise au premier rang des priorités d'audit (Figure 5). Alors que la perturbation numérique a été la menace qui a augmenté le plus rapidement - de 10 points de pourcentage à 44 % - elle a rejoint un groupe serré de risques en tête des priorités organisationnelles dans la région, y compris la résilience de l'entreprise, la fraude et les financier/ liquidités (Figure 3). Les niveaux de risque de perturbation numérique en Afrique sont maintenant presque au même niveau que la moyenne mondiale (44 % contre 48 %, Figure 2).

L'IA permet de multiplier les cyberattaques

Afin de comprendre les défis uniques auxquels sont confrontées les organisations et d'obtenir des informations de la part des principaux praticiens à travers l'Afrique, les CAE se sont réunis en ligne à l'occasion de trois tables rondes régionales. La numérisation rapide a été un thème clé des tables rondes de cette année.

Les cyberattaques se sont intensifiées en Afrique - et dans le monde entier - car les modèles d'IA facilitent la création et la production de piratages et les rendent plus sophistiqués. Les CAE aux tables rondes ont indiqué que, si les pirates adoptent tôt les technologies avancées, la sensibilisation à la cybersécurité chez les clients et les entreprises reste faible, surtout dans les zones à faible alphabétisation.

En discutant des résultats de l'enquête, la plupart des CAE ont convenu que quatre des cinq principaux risques - cybersécurité, résilience des entreprises, fraude et perturbation numérique - étaient intimement liés. Avec la

« Les niveaux de risque pour le numérique en Afrique sont maintenant presque au même niveau que la moyenne mondiale »



L'ENVIRONNEMENT DE RISQUE DE L'AFRIQUE

prolifération des systèmes numériques, les faiblesses en matière de cybersécurité augmentent à la fois le risque de fraude et la capacité des organisations à survivre en cas de piratage. L'impact des pannes de courant est de plus en plus important pour les entreprises qui dépendent de systèmes informatisés. D'autre part, les organismes publics et les institutions financières déploient des stratégies numériques pour réduire la fraude, gagner en efficacité et étendre l'inclusion sociale et financière, révélant à la fois des menaces et des opportunités (risques favorables) dans ces domaines qui se chevauchent.

La résilience des entreprises couvre plusieurs risques

La résilience des entreprises peut être la clé pour traiter simultanément plusieurs risques. « Avant tout, les organisations et les auditeurs internes devraient développer la résilience des activités dans tous ces domaines, car ils sont interconnectés », a déclaré Ruth Doreen Mutebe, CAE de la société énergétique ougandaise Umeme, lors d'un entretien accordé à ce rapport. « Si vous ne le faites pas, à chaque fois que ces risques augmentent, vous serez toujours en mode crise. »

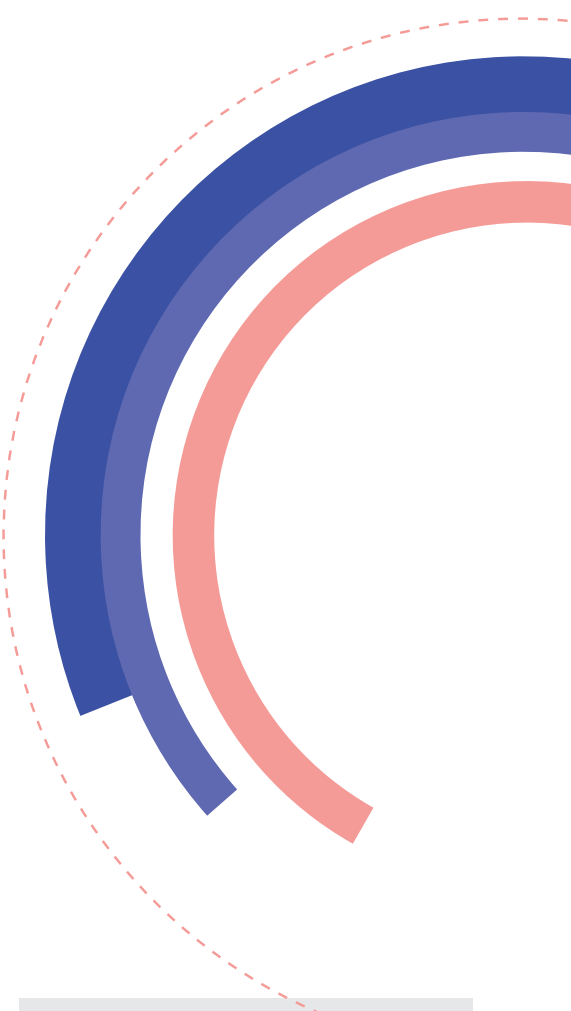
C'est d'ailleurs ce que semblent faire les CAE de la région : la résilience des entreprises est la priorité d'audit n° 2 dans ce rapport : 54 % l'ont retenue, un niveau aligné sur la moyenne mondiale (53 %) (Figure 6). Pour les organismes publics, des processus de résilience solides peuvent faire la différence entre pouvoir nourrir la population lors d'une catastrophe ou pas. Pour les pays qui dépendent des importations alimentaires, la résilience de la chaîne d'approvisionnement constitue donc une priorité majeure.

Selon la Dr. Aissatou Ndiaye, directrice générale du cabinet NAD Audit & Conseils (Sénégal), lors d'un entretien réalisé pour le présent rapport, des audits isolés (« stand-alone ») de la résilience des entreprises saisissent difficilement le caractère interdépendant des risques et des contrôles avec un degré de détail suffisant. Elle a constaté qu'il était plus efficace d'inclure une dimension de résilience dans la plupart des audits qu'elle réalise, y compris dans des domaines tels que la finance, les ressources humaines et les chaînes d'approvisionnement. Une gouvernance d'entreprise solide peut également être utile. Les sociétés au Sénégal doivent disposer d'un comité d'audit. Cela a apporté un soutien supplémentaire au niveau du conseil d'administration pour les CAE qui cherchent à s'assurer de l'adéquation des plans de continuité des activités et de reprise après sinistre.

L'argent est une question omniprésente

Le manque criant d'argent pour financer les grands projets, investir dans la technologie et améliorer la résilience des entreprises pèse sur ces défis. [D'après le rapport Development in Africa 2024](#), la réussite de ces projets est essentielle pour améliorer les échanges entre pays de la région. Mais de nombreuses initiatives d'infrastructures clés dépendent de la collaboration avec des partenaires étrangers. La persistance de taux de change élevés fait grimper les coûts et, dans certains cas, retarde les projets.

Les CAE africains ont signalé des risques financiers et de liquidité supérieure à la moyenne mondiale 43 % en Afrique contre 31 % dans le monde (Figure 2). Le classement des risques et les priorités d'audit pour les risques financiers/de liquidité en Afrique sont bien alignés - 43 % contre 47 % (Figure 9). Dans le même temps, la



« Les CAE africains ont signalé des risques financiers et de liquidité plus élevés que la moyenne mondiale 43 % en Afrique contre 31 % dans le monde. »



L'ENVIRONNEMENT DE RISQUE DE L'AFRIQUE

priorité d'audit pour le risque financier/liquidité a chuté de 8 points de pourcentage par rapport à l'année dernière, la priorité d'audit s'étant déplacée vers la perturbation numérique et le changement climatique (Figure 7). (Pour plus de détails, voir la section 5, Sujets d'actualité - Risques financiers et de liquidité)

Il faut s'attaquer au changement climatique

Il s'agit également d'une région où les conditions météorologiques extrêmes peuvent faire dérailler les budgets des gouvernements et menacer l'existence des entreprises, car les ressources naturelles, les infrastructures et les marchés sont perturbés ou détruits. Bien que les risques liés au climat occupent la douzième place dans l'enquête (Figure 1), les efforts déployés pour lutter contre l'impact potentiel des conditions météorologiques extrêmes sont pris en compte dans les catégories de risques les plus importantes. Par exemple, la sécheresse liée à El Niño en Afrique australe durant la saison des pluies 2023-2024 a conduit six pays de la région à déclarer un [état d'urgence](#). En fait, les CAE de la région sont les seuls au monde à avoir augmenté l'effort d'audit sur le changement climatique : +5 points, à 14 % (Figure 7).

Risque lié à la gouvernance et à l'information d'entreprise

Les risques liés à la gouvernance et à l'information d'entreprise sont jugés plus élevés en Afrique (33 %) que dans le monde (24 %) (Figure 2). Les CAE présents aux tables rondes africaines ont expliqué que l'amélioration des rapports d'entreprise était cruciale pour vérifier les représentations (ou déclarations de faits) de la direction

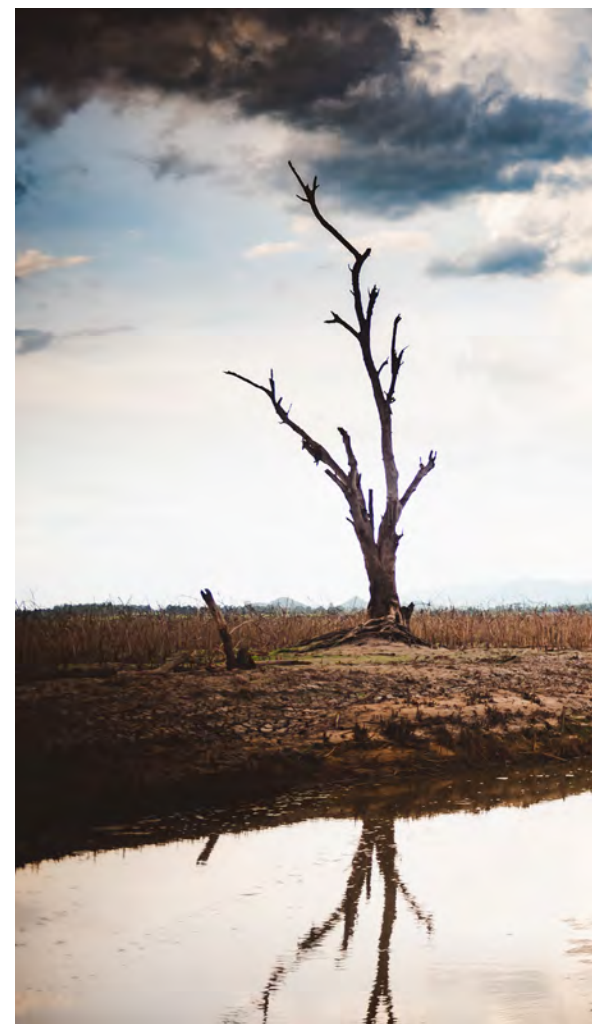
dans les rapports de leurs organisations. De meilleurs contrôles des rapports d'entreprise renforceraient le respect des réglementations et permettraient aux fonctions d'audit interne de garantir l'intégrité des données et des systèmes de données, ce qui, à son tour, permettrait à l'audit interne de fournir une assurance plus efficace. Une pression supplémentaire en faveur de l'amélioration de la gouvernance a été exercée par [les normes internationales de reporting ESG](#) adoptées par certains pays de la région.

En outre, il était essentiel de fournir une assurance sur la qualité des données qui sous-tendent les rapports d'entreprise. Les CAE présents aux tables rondes ont convenu que la fourniture d'une assurance sur les rapports d'entreprise était une priorité essentielle pour soutenir les efforts de leurs organisations en vue d'améliorer les structures de gouvernance.

Fraude et corruption

La fraude demeure un défi persistant dans la région : 43 % en Afrique l'évaluent comme un risque élevé, contre 23 % au niveau mondial (Figure 2). Du point de vue de l'audit interne, les moyens efficaces de réduire la fraude et la corruption consistent à évaluer la transparence des processus de passation des marchés, à assurer la protection des lanceurs d'alerte et un tone at the top clair.

« Les CAE de la région sont les seuls au monde à avoir augmenté l'effort d'audit sur le changement climatique cette année. »



L'ENVIRONNEMENT DE RISQUE DE L'AFRIQUE

Pénuries de compétences

La pénurie de talents et de compétences est un défi majeur pour la région, c'est pourquoi plusieurs CAE présents aux tables rondes se sont étonnés que les risques liés au capital humain ne figurent pas parmi les cinq principaux risques pour la région. Les risques liés au capital humain pour l'Afrique se situent au 6^e rang (35 %) en Afrique, contre 4^e au niveau mondial (43 %) (Figure 2). Un CAE d'une entreprise de construction au Cameroun a déclaré que cette année avait vu une migration importante de professionnels qualifiés de la région vers le Canada, de nombreuses personnes abandonnant leur emploi à la recherche de « pâturages plus verts ». Non seulement les organisations ont cherché à endiguer le départ de leur personnel clé, mais les institutions financières de la région ont également commencé à inclure le « risque Canada » dans leurs évaluations lors de l'octroi de prêts - essentiellement en évaluant le risque que les emprunteurs émigrent au Canada avant d'avoir remboursé leurs dettes.

La diminution du classement des risques pour le capital humain est davantage liée à la nature de l'enquête, qui demande aux personnes de choisir les cinq risques les plus élevés, qu'à un changement dans le risque réel. Comme davantage de répondants ont retenu la perturbation numérique, l'incertitude géopolitique et les évolutions de marché, moins ont choisi le capital humain et la résilience (Figure 3).

Alignement entre risques et priorités d'audit

En général, les risques les plus importants et les priorités d'audit les plus élevées étaient bien alignés. La seule exception est la perturbation numérique, qui est passée à la troisième place en termes de niveau de risque pour l'UE

En Afrique cette année (44 %), mais seulement neuvième en priorité d'audit (30 %) (Figure 9).

De même, au niveau mondial : 2^e risque (48 %) et 8^e priorité d'audit (32 %) (Figure 10). Les CAE participant aux tables rondes ont déclaré que cette lacune était peut-être due au fait que les auditeurs internes n'ont souvent pas les compétences nécessaires pour fournir une assurance sur ces questions.

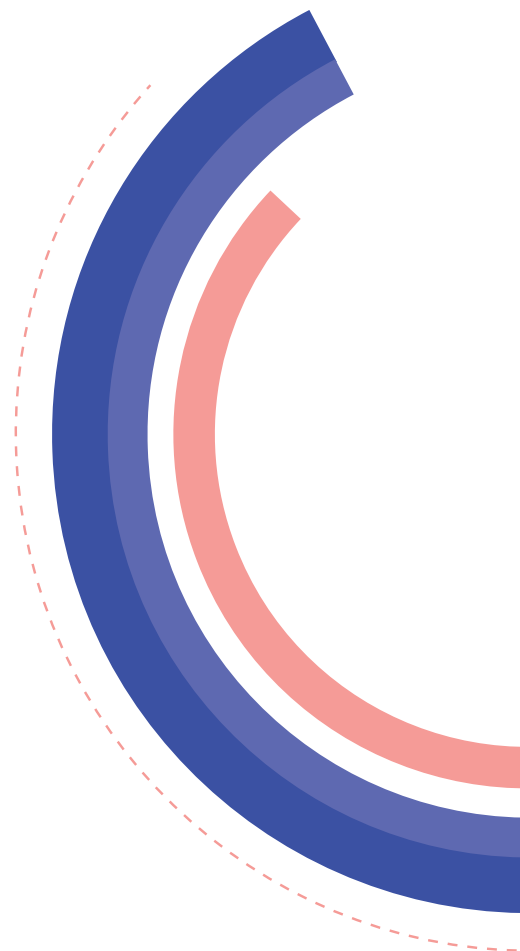
Réponse rapide

En raison de l'émergence rapide de risques, tels que les catastrophes naturelles et l'IA, de nombreux CAE ont rééquilibré leurs plans d'audit pour intégrer des services de conseil plus rapides afin d'aider les entreprises à réagir au plus vite.

« Nos missions de conseil sur des sujets émergents prennent de plus en plus d'ampleur », a déclaré Mutebe. Les audits traditionnels n'occupent plus que 60 % du temps de sa fonction. « Chaque fois que nous entrons dans une zone d'incertitude, la proportion bascule en faveur du conseil : c'est ce dont ont besoin la direction et le conseil si nous voulons créer de la valeur. »

Un examen plus approfondi des risques urgents

Sur la base des résultats de l'enquête et des tables rondes, les thèmes retenus pour le rapport Africa Risk in Focus de cette année sont 1) les risques financiers et de liquidité et 2) la cybersécurité et les perturbations numériques. La section 5 donne un aperçu de la manière dont les services d'audit interne et leurs organisations relèvent les défis dans ces domaines à haut risque. En outre, l'annexe C présente une analyse des résultats de l'enquête par sous-région et l'annexe D une analyse par secteur d'activité.

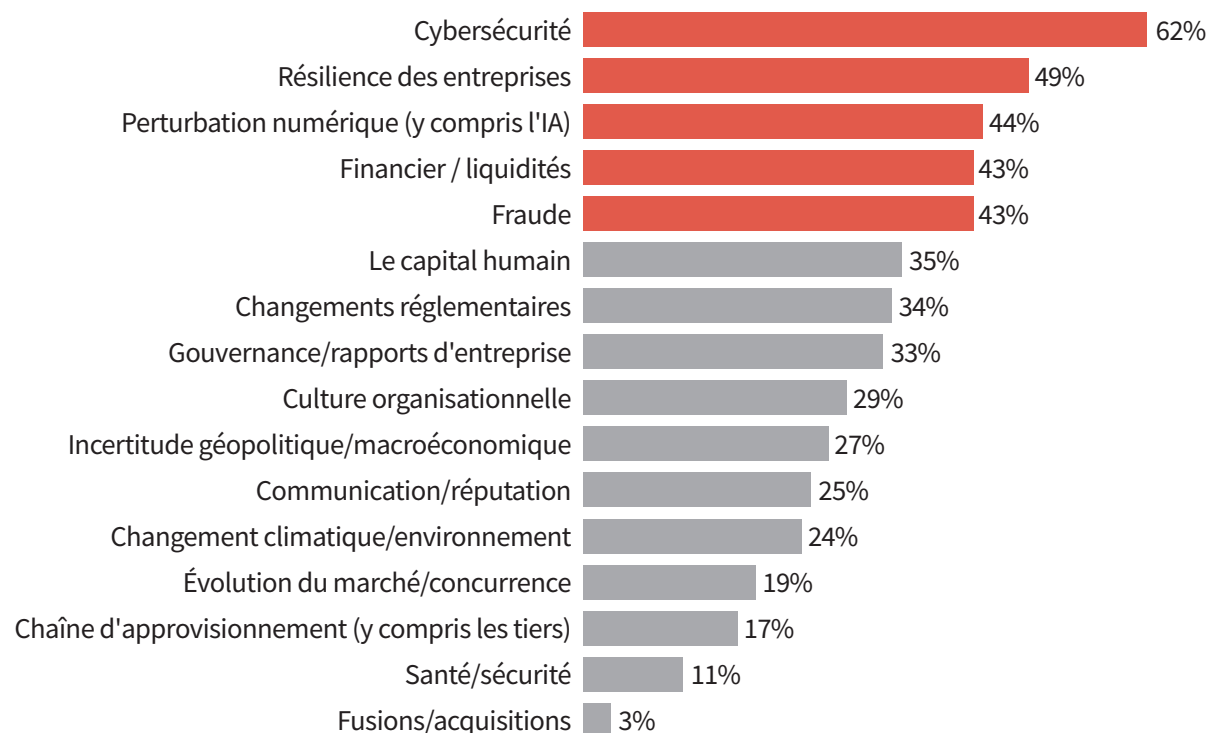


SECTION 2. NIVEAUX DE RISQUE

Pièce 1. Afrique - Risques les plus élevés

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux risques auxquels votre organisation est actuellement confrontée ? (Choisissez 5.)

Afrique - Risques les plus élevés



■ Risques les plus élevés

Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique.

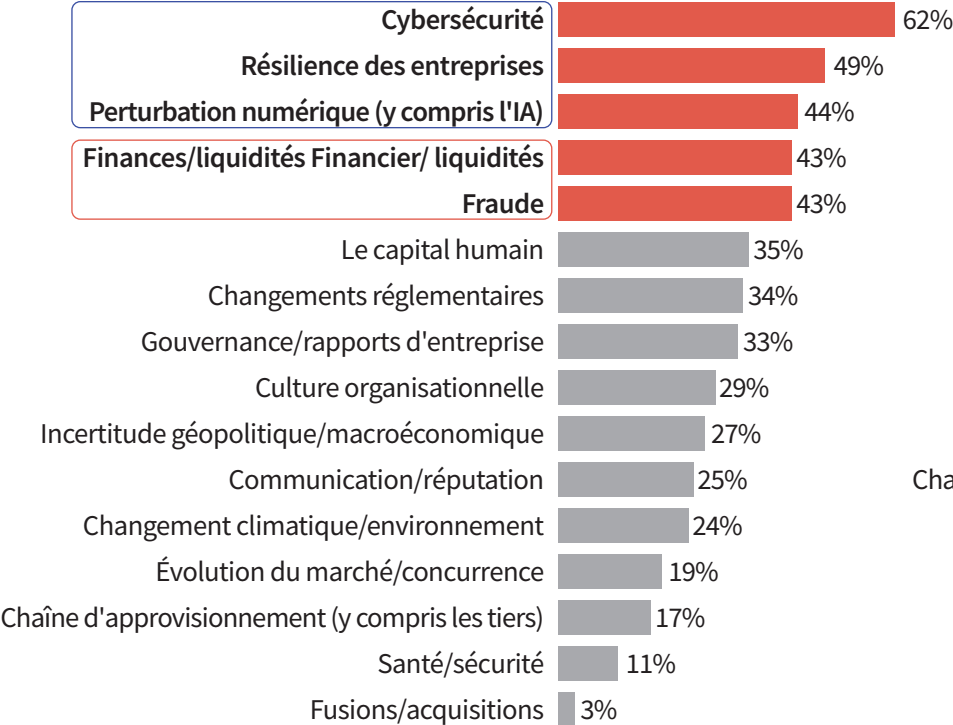


NIVEAUX DE RISQUE

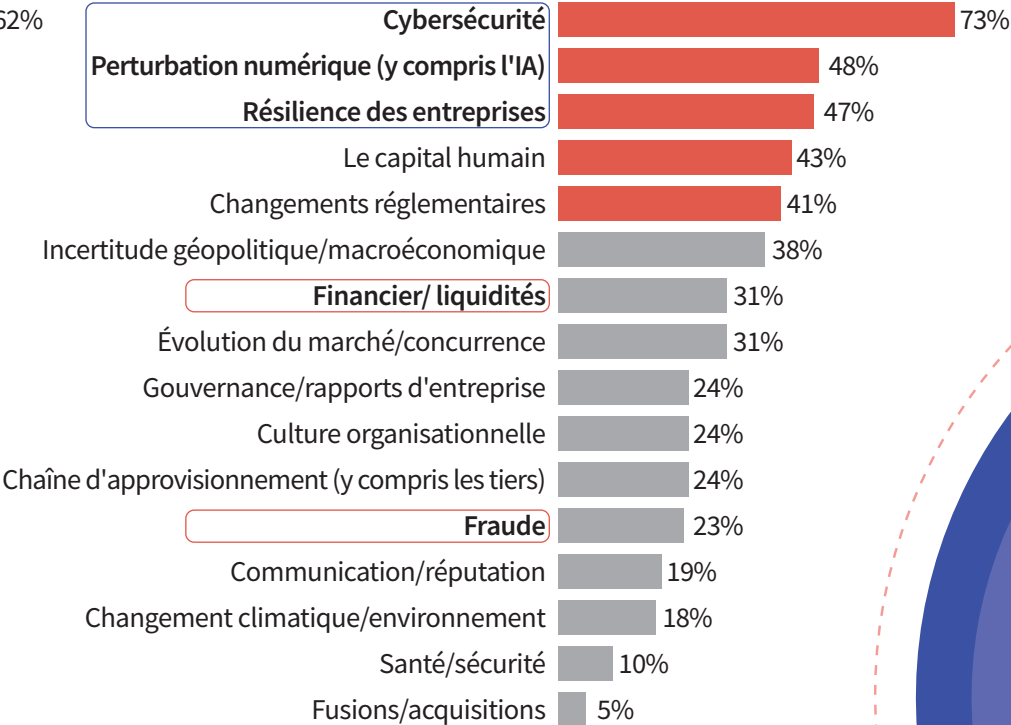
Pièce 2. Afrique vs. monde - Risques les plus élevés

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux risques auxquels votre organisation est actuellement confrontée ? (Choisissez 5.)

Afrique - Risques les plus élevés



Mondial - Risques les plus élevés



■ Risques les plus élevés

■ Zones présentant des niveaux de risque élevés à la fois pour la région et pour l'ensemble du monde

■ Zones présentant un risque élevé pour la région mais un risque moindre pour l'ensemble du monde

Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 1 043 pour l'Afrique. n = 4 073 pour le monde entier.



NIVEAUX DE RISQUE

Pièce 3. Afrique - Tendence du niveau de risque

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux risques auxquels votre organisation est actuellement confrontée ? (Choisissez 5.)

2023	2024	2025	Variation de 2024 à 2025	Variation	Zone à risque
58%	64%	62%		-2	Cybersécurité
52%	57%	49%		-8	Résilience des entreprises
33%	34%	44%		+10	Perturbation numérique (y compris l'IA)
47%	42%	43%		+1	Finances/liquidités
46%	42%	43%		+1	Fraude
39%	44%	35%		-9	Le capital humain
32%	32%	34%		+2	Changements réglementaires
36%	31%	33%		+2	Gouvernance/rapports d'entreprise
34%	34%	29%		-5	Culture organisationnelle
25%	23%	27%		+4	Incertitude géopolitique/macroéconomique
27%	26%	25%		-1	Communication/réputation
19%	25%	24%		-1	Changement climatique/environnement
21%	15%	19%		+4	Évolution du marché/concurrence
19%	16%	17%		+1	Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)
10%	10%	11%		+1	Santé/sécurité
3%	4%	3%		-1	Fusions/acquisitions

Hausse du niveau de risque par rapport à l'année précédente Baisse du niveau de risque par rapport à l'année précédente.

Note 1 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique.

Note 2 : Les barres orange et bleue indiquent la différence de niveau de risque entre 2024 et 2025. La colonne intitulée « changement » indique la différence en points de pourcentage entre 2024 et 2025. Les domaines sont classés du niveau de risque le plus élevé au niveau le plus bas pour 2025. Les années indiquent l'année où l'enquête a été réalisée.



NIVEAUX DE RISQUE

Pièce 4. Mondial - Tendance du niveau de risque

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux risques auxquels votre organisation est actuellement confrontée ? (Choisissez 5.)

2023	2024	2025	Variation de 2024 à 2025	Variation	Zone à risque
73%	71%	73%	<div></div>	+2	Cybersécurité
34%	39%	48%	<div></div>	+9	Perturbation numérique (y compris l'IA)
47%	54%	47%	<div></div>	-7	Résilience des entreprises
51%	49%	43%	<div></div>	-6	Le capital humain
39%	37%	41%	<div></div>	+4	Changements réglementaires
30%	28%	38%	<div></div>	+10	Incertitude géopolitique/macroéconomique
32%	32%	31%	<div></div>	-1	Financier/Liquidités
32%	32%	31%	<div></div>	-1	Changements sur le marché/concurrence
27%	26%	24%	<div></div>	-2	Gouvernance/rapports d'entreprise
26%	25%	24%	<div></div>	-1	Culture organisationnelle
26%	22%	24%	<div></div>	+2	Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)
24%	27%	23%	<div></div>	-4	Fraude
21%	21%	19%	<div></div>	-2	Communication/réputation
19%	21%	18%	<div></div>	-3	Changement climatique/environnement
11%	11%	10%	<div></div>	-1	Santé/sécurité
6%	6%	5%	<div></div>	-1	Fusions/acquisitions

Augmentation du niveau de risque par rapport à l'année précédente

Diminution du niveau de risque par rapport à l'année précédente

Note 1 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 4\,073$ pour le monde entier.

Note 2 : Les barres orange et bleue indiquent la différence de niveau de risque entre 2024 et 2025. La colonne intitulée « changement » indique la différence en points de pourcentage entre 2024 et 2025. Les domaines sont classés du niveau de risque le plus élevé au niveau le plus bas pour 2025. Les années indiquent l'année où l'enquête a été réalisée.

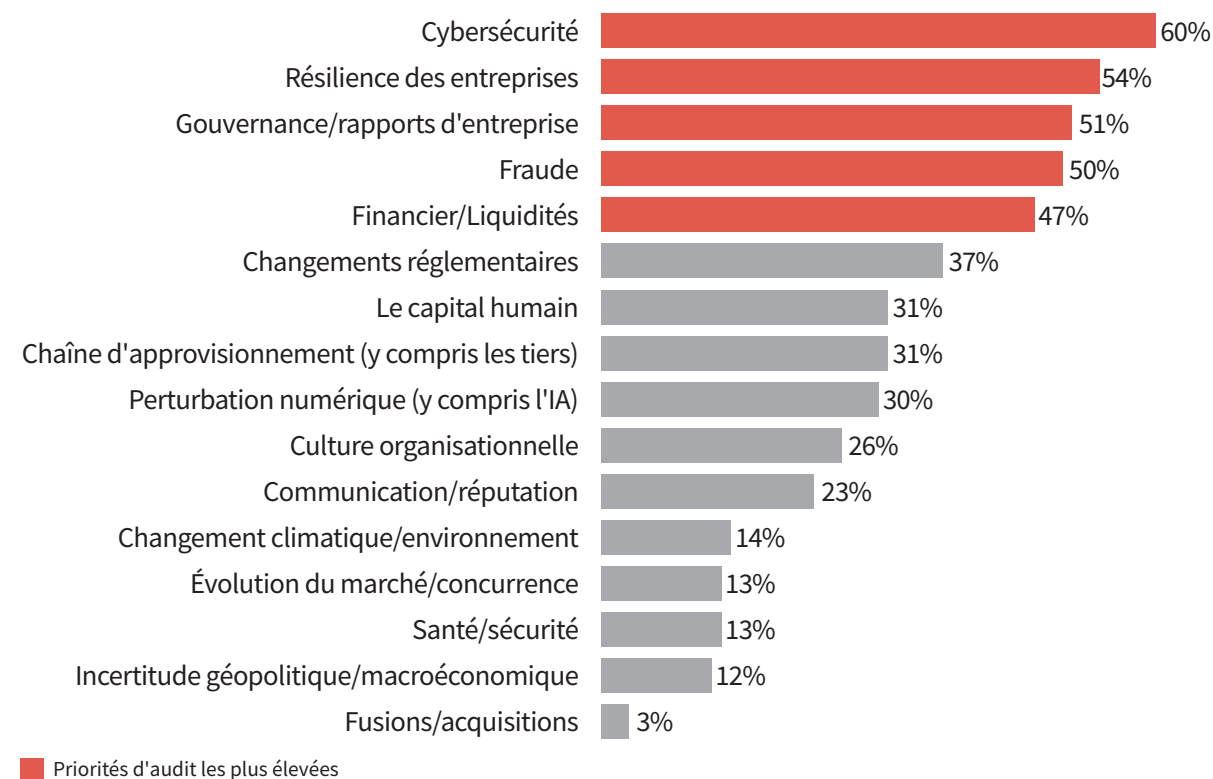


SECTION 3. PRIORITÉS D'AUDIT

Pièce 5. Afrique - Priorités d'audit les plus élevées

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux domaines d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? (Choisissez 5.)

Afrique - Priorités d'audit les plus élevées



Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique.

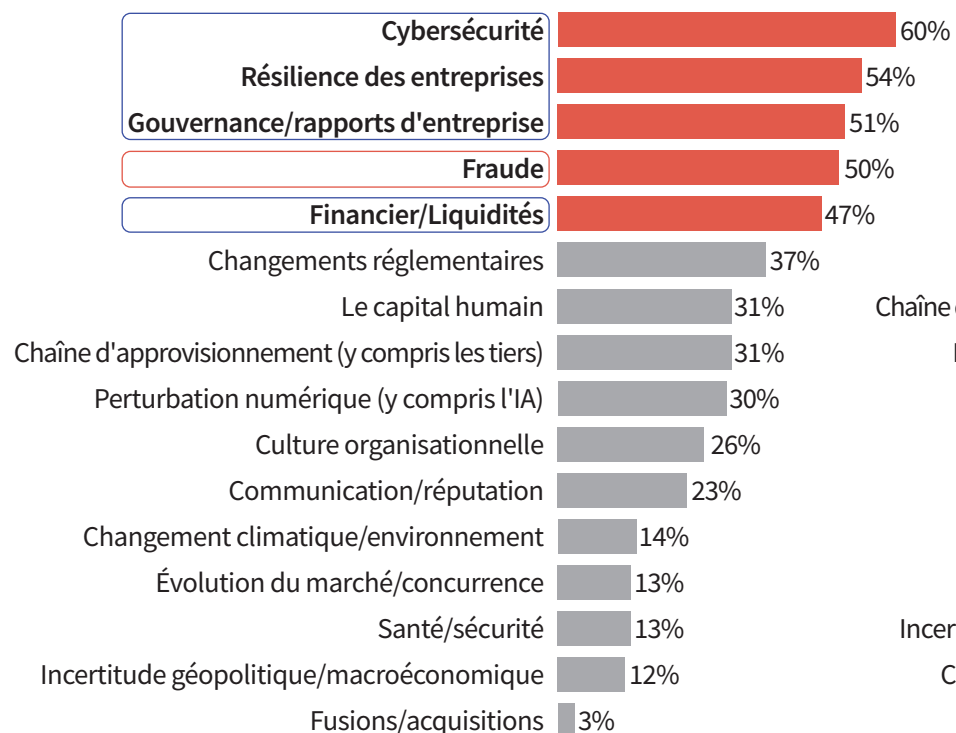


PRIORITÉS D'AUDIT

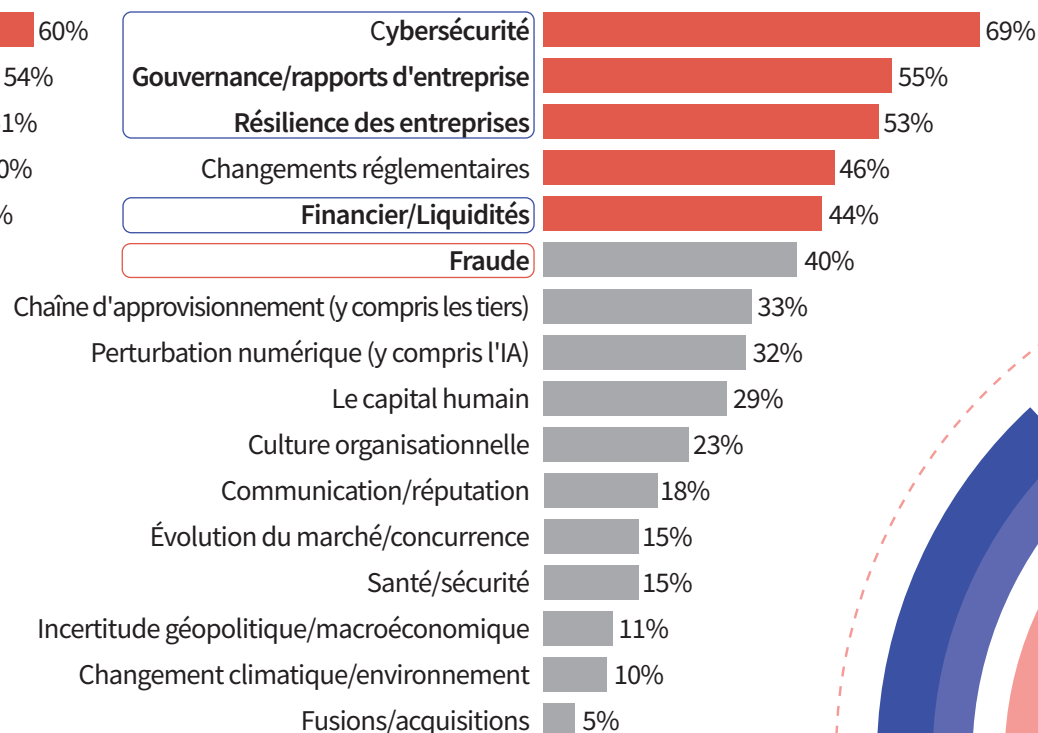
Pièce 6. Afrique vs. monde - Priorités d'audit les plus élevées

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux domaines d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? (Choisissez 5.)

Afrique - Priorités d'audit les plus élevées



Monde - Priorités d'audit les plus élevées



■ Priorités d'audit les plus élevées

■ Domaines hautement prioritaires en matière d'audit, tant au niveau régional que mondial

■ Domaines ayant une priorité d'audit élevée pour la région, mais une priorité d'audit plus faible pour le monde entier

Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique. $n = 4\,073$ pour le monde entier.



PRIORITÉS D'AUDIT

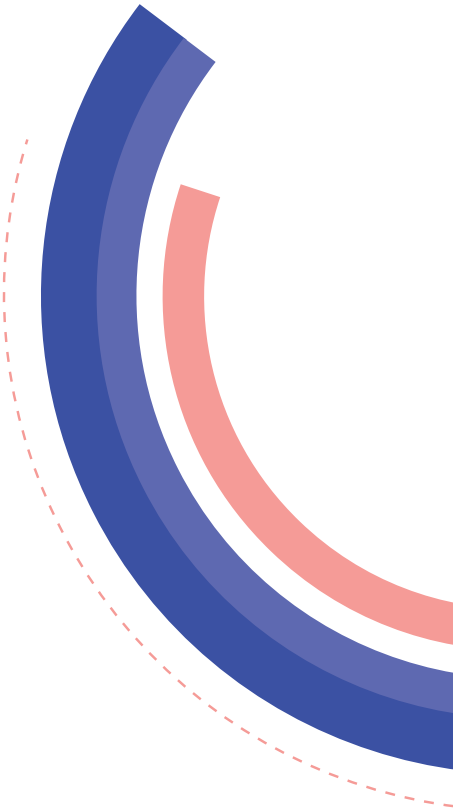
Pièce 7. Afrique - Tendence prioritaire en matière d'audit

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux domaines d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? (Choisissez 5.)

2023	2024	2025	Variation de 2024 à 2025	Variation	Zone à risque
54%	57%	60%		+3	Cybersécurité
56%	58%	54%		-4	Résilience des entreprises
52%	54%	51%		-3	Gouvernance/rapports d'entreprise
57%	49%	50%		+1	Fraude
53%	55%	47%		-8	Financier/Liquidités
35%	39%	37%		-2	Changements réglementaires
33%	36%	31%		-5	Le capital humain
32%	29%	31%		+2	Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)
24%	24%	30%		+6	Perturbation numérique (y compris l'IA)
27%	25%	26%		+1	Culture organisationnelle
25%	25%	23%		-2	Communication/réputation
11%	9%	14%		+5	Changement climatique/environnement
15%	12%	13%		+1	Évolution du marché/concurrence
13%	14%	13%		-1	Santé/sécurité
12%	10%	12%		+2	Incertitude géopolitique/macroéconomique
2%	4%	3%		-1	Fusions/acquisitions

■ Priorité d'audit accrue par rapport à l'année précédente ■ Priorité d'audit diminuée par rapport à l'année précédente

Note 1 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 1 043 pour l'Afrique.
Note 2 : Les barres orange et bleue indiquent la différence entre les notes de priorité des audits entre 2024 et 2025. La colonne intitulée « changement » indique la différence en points de pourcentage entre 2024 et 2025. Les domaines sont classés par ordre décroissant de priorité d'audit pour 2025. Les années indiquent l'année où l'enquête a été réalisée.



PRIORITÉS D'AUDIT

Pièce 8. Global - Tendance des priorités d'audit

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux domaines d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? (Choisissez 5.)

2023	2024	2025	Variation de 2024 à 2025	Variation	Zone à risque
68%	69%	69%		0	Cybersécurité
55%	56%	55%		-1	Gouvernance/rapports d'entreprise
54%	55%	53%		-2	Résilience des entreprises
46%	46%	46%		0	Changements réglementaires
45%	45%	44%		-1	Financier/Liquidités
42%	41%	40%		-1	Fraude
34%	31%	33%		+2	Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)
22%	25%	32%		+7	Perturbation numérique (y compris l'IA)
30%	31%	29%		-2	Le capital humain
24%	23%	23%		0	Culture organisationnelle
20%	20%	18%		-2	Communication/réputation
16%	16%	15%		-1	Évolution du marché/concurrence
17%	16%	15%		-1	Santé/sécurité
9%	8%	11%		+3	Incertitude géopolitique/macroéconomique
11%	12%	10%		-2	Changement climatique/environnement
6%	6%	5%		-1	Fusions/acquisitions

 Priorité d'audit accrue par rapport à l'année précédente  Priorité d'audit diminuée par rapport à l'année précédente

Note 1 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 4 073 pour le monde entier.
Note 2 : Les barres orange et bleue indiquent la différence entre les notes de priorité des audits entre 2024 et 2025. La colonne intitulée « changement » indique la différence en points de pourcentage entre 2024 et 2025. Les domaines sont classés par ordre décroissant de priorité d'audit pour 2025. Les années indiquent l'année où l'enquête a été réalisée.



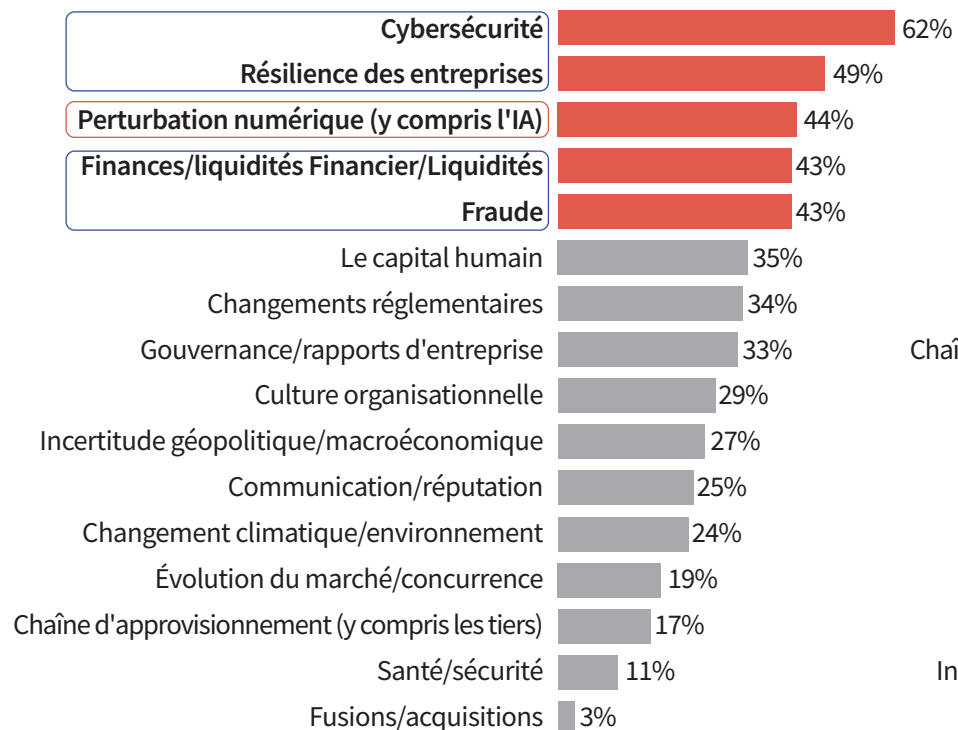
SECTION 4. RISQUE ET PRIORITÉS D'AUDIT

Pièce 9. Afrique - Priorités en matière de risque et d'audit

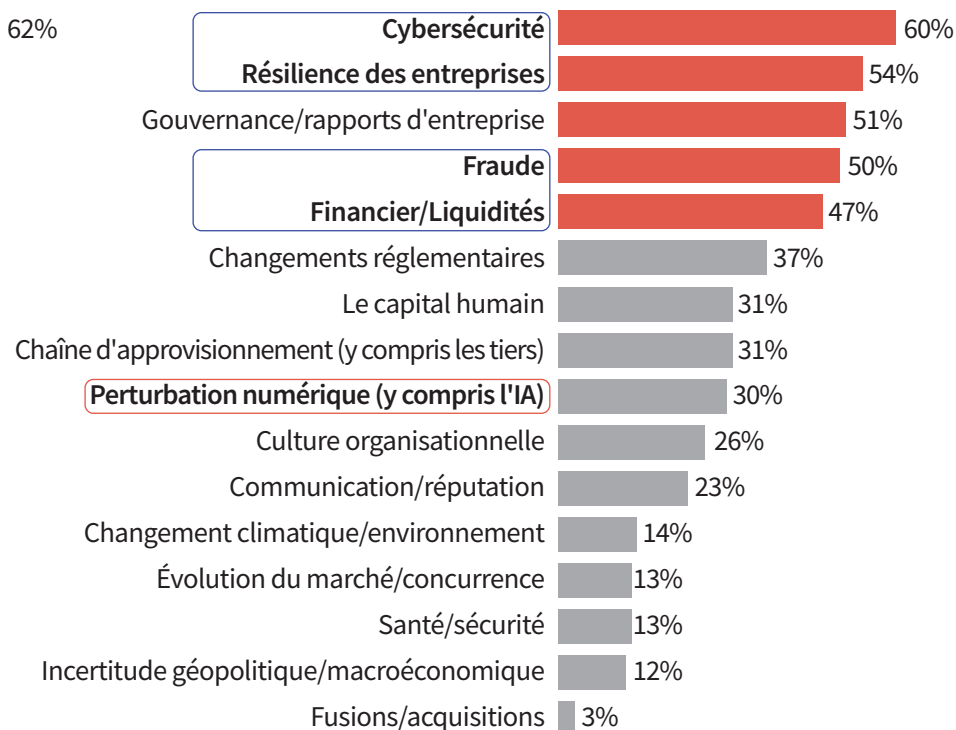
Questions de l'enquête : Quels sont les cinq principaux risques auxquels votre organisation est actuellement confrontée ? (Choisissez 5.)

Quels sont les cinq principaux domaines d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? (Choisissez 5.)

Afrique - Risques les plus élevés



Afrique - Priorités d'audit les plus élevées



■ Risques les plus élevés et priorités d'audit Domaines présentant à la fois un risque élevé et une priorité d'audit élevée Domaines présentant un risque élevé mais une priorité d'audit moindre

Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 1 043 pour l'Afrique.



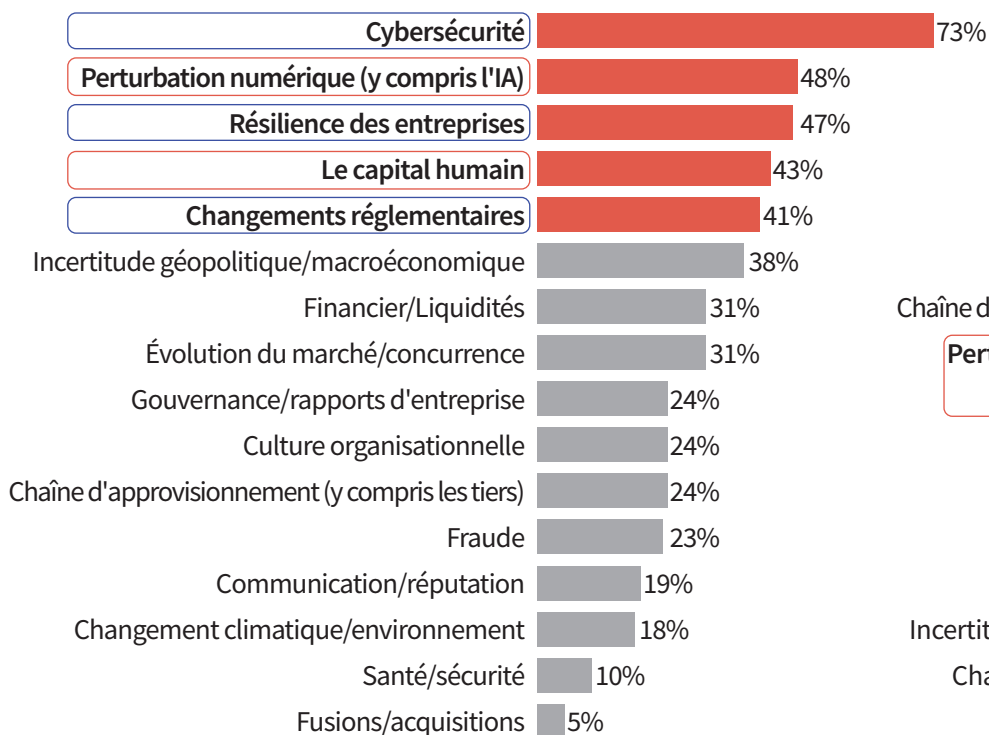
RISQUE ET PRIORITÉS D'AUDIT

Pièce 10. Global - Priorités en matière de risque et d'audit

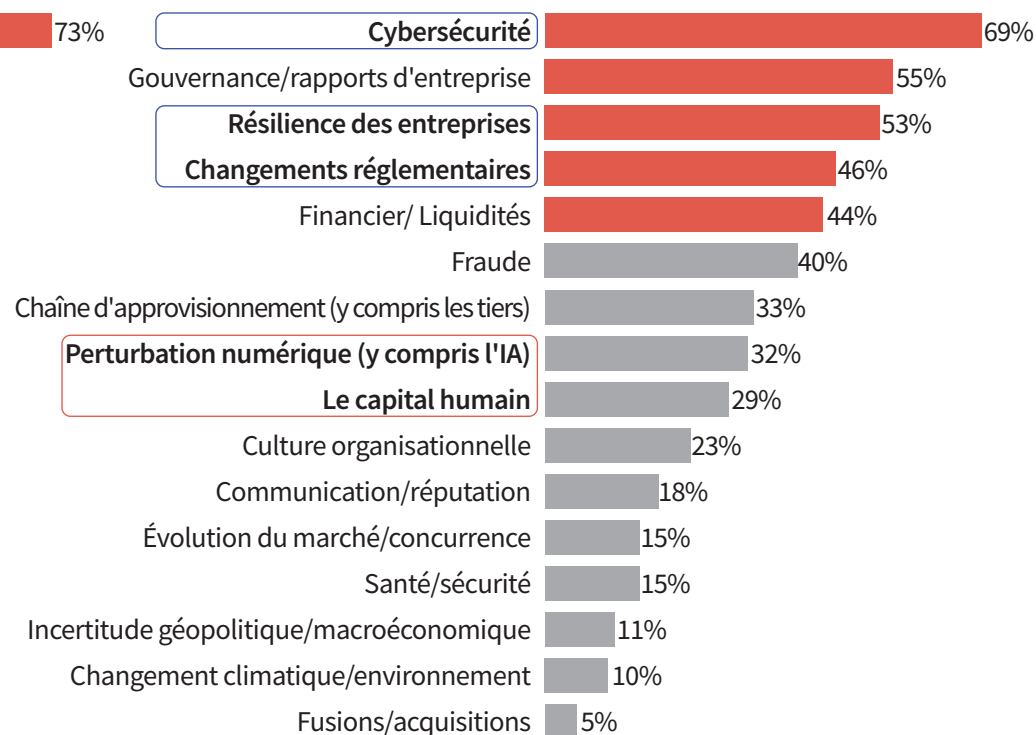
Questions de l'enquête : Quels sont les cinq principaux risques auxquels votre organisation est actuellement confrontée ? (Choisissez 5.)

Quels sont les cinq principaux domaines d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? (Choisissez 5.)

Mondial - Risques les plus élevés



Monde - Priorités d'audit les plus élevées



■ Risques les plus élevés et priorités d'audit ■ Domaines présentant à la fois un risque élevé et une priorité d'audit élevée ■ Domaines présentant un risque élevé mais une priorité d'audit moindre

Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 4 073 pour le monde entier.



SECTION 5. SUJETS D'ACTUALITÉ

RISQUES FINANCIERS ET DE LIQUIDITÉ

Volatilité des taux de change et coûts météorologiques extrêmes

Les organisations renforcent les contrôles sur les risques financiers et de liquidité afin d'échapper à un cycle de prise de décision à court terme et d'améliorer leur résilience.

Les risques financiers et de liquidité étaient particulièrement élevés pour certains secteurs, tels que l'éducation, l'industrie manufacturière, les mines, l'énergie et l'eau, les services professionnels et techniques, et les transports et l'entreposage. (Voir l'annexe D pour une vue complète des différences de risque par secteur)

Monnaie étrangère

Les taux de change des devises étrangères constituent un défi important pour de nombreux pays d'Afrique, où se trouvent 5 des 10 monnaies les plus faibles du monde [BNN Bloomberg](#). Alors qu'au niveau mondial, de nombreuses monnaies des marchés émergents ont bénéficié d'une baisse de la valeur du dollar, plusieurs pays d'Afrique n'en ont pas profité. En particulier, de nombreuses banques ont été confrontées à des problèmes de liquidités en devises étrangères en 2024 et 2025, selon le rapport. Les défis économiques, tels que l'inflation élevée, la dépendance à l'égard de la stabilité des prix du pétrole et la mauvaise gestion des devises, ont tous joué un rôle, selon l'agence.

Sans devises étrangères suffisantes, les banques risquent de ne pas pouvoir aider les clients qui ont besoin de convertir de l'argent local pour commercer ou obtenir des fournitures et des services en provenance de l'étranger.

En outre, comme la liquidité des devises est un problème permanent, les banques locales finissent par payer plus cher les devises qu'elles achètent et par recevoir moins pour la monnaie locale qu'elles vendent.

Certains gouvernements africains s'efforcent d'investir dans des projets d'infrastructure à grande échelle, soutenus par des capitaux étrangers, et il est donc essentiel d'avoir un accès fiable aux devises étrangères. Mais « les fonds libellés en devises étrangères ne sont généralement pas disponibles localement », a déclaré un CAE d'un fabricant basé au Cameroun lors d'une table ronde « Risk in Focus ». Cela impacte tout, des programmes d'expansion aux activités de maintenance dépendant de partenaires étrangers. Compte tenu de la forte volatilité des taux de change et de la faible solvabilité de certains pays de la région, les entreprises sont souvent incapables d'aller sur le marché pour lever des fonds afin de répondre à ces besoins nationaux, laissant les plans d'infrastructure et de numérisation sur le carreau, a-t-il déclaré.

Par exemple, même lorsque les fonds de pension gouvernementaux peuvent être utilisés pour investir dans les infrastructures, le processus est souvent entravé par les risques de crédit et de liquidité - une situation que des gouvernements comme celui du Nigeria tentent de



RISQUES FINANCIERS ET DE LIQUIDITÉ

résoudre, selon un rapport de l'agence [Reuters](#) de Reuters. Par manque de fonds, « certaines entreprises ne peuvent pas se concentrer sur le moyen ou le long terme », explique un CAE d'une banque gabonaise.

Impacts de la politique des États-Unis

Les récentes conditions géopolitiques créées par les menaces de droits de douane américains pourraient toucher durement certains pays, mais d'autres pourraient bénéficier d'opportunités commerciales accrues dans des domaines tels que le textile si les entreprises asiatiques sont plus durement touchées [Carnegie Endowment for International Peace](#) un groupe de réflexion américain. Des pays comme le Malawi, la Zambie, la Tanzanie et le Zimbabwe pourraient également perdre des financements importants en raison des réductions des budgets de l'USAID, indique l'analyse de Carnegie. Alors que la Chine investit depuis longtemps dans les infrastructures de la région dans le cadre de son initiative « Belt and Road », selon l' [Institut d'études de sécurité](#) le financement des Émirats arabes unis a récemment atteint 110 milliards de dollars, selon un article du [Dubai Times](#).

Coûts élevés du changement climatique

Certains gouvernements sont contraints d'engager des dépenses d'urgence à grande échelle en raison de l'impact du changement climatique. Par exemple, en 2024, la Zambie a connu l'une des pires sécheresses de son histoire. Elle a touché plus de 9,8 millions de personnes, soit environ 48 % de la population. L'inflation a atteint 14,7 %, la balance commerciale est devenue déficitaire et le secteur agricole s'est contracté de près de 20 %, selon [Transparency International Zambie](#).

Un CAE du secteur public en Zambie a expliqué que ces chocs liés au climat obligent les gouvernements à gérer les crises, et que les meilleures pratiques de gestion des finances publiques (GFP) sont souvent négligées en raison de la pression exercée pour résoudre les problèmes immédiats. Cela aggrave encore les difficultés financières du pays. (Pour plus de détails, voir l' [Analyse de la loi de 2018 sur la gestion des finances publiques](#) produite par le Centre de recherche et de suivi des politiques en Zambie)

Il est compréhensible que les gouvernements se trouvent souvent dans des situations où ils veulent dépenser de l'argent qu'ils n'ont pas afin d'améliorer les perspectives de croissance de leur pays et de protéger la santé publique. La pression à dépenser émane à la fois de la nécessité et de considérations politiques. Mais en fin de compte, en l'absence de fonds suffisants, ces souhaits ne sont que des vœux pieux. Lors d'une table ronde, un chef d'entreprise a résumé la situation de la manière suivante : « Ils veulent récolter avant d'avoir semé. »

Contrôles financiers et de liquidité

Les institutions financières se concentrent naturellement sur les risques financiers et de liquidité en raison des exigences réglementaires en vigueur dans la région. Celles-ci exigent des organisations qu'elles réalisent des scénarios de simulation de crise afin de prouver que les entreprises peuvent résister à des chocs économiques externes drastiques et de vérifier la solidité des contrôles internes des banques. En outre, les institutions financières doivent également veiller à ce que leurs ratios de liquidité soient suffisants pour garantir aux investisseurs et aux clients que la banque peut rapidement accéder à des fonds pour faire face à ses dettes à court terme. Mais les



RISQUES FINANCIERS ET DE LIQUIDITÉ

« règles du jeu peuvent changer de manière inattendue. « Chaque fois qu'il y a un choc dans le secteur des services financiers, les régulateurs introduisent un tampon supplémentaire sur les seuils de capital », a déclaré un CAE d'une banque en Ouganda lors d'une table ronde.

Toutefois, le secteur des services financiers n'est pas le seul à avoir besoin de cadres de contrôle solides et actualisés pour les risques financiers et de liquidité. Tous les secteurs doivent mettre en œuvre des contrôles de liquidité et s'assurer que les données sous-jacentes sont solides et fiables. Les CAE des secteurs non financiers peuvent adapter les réglementations et les cadres financiers à leurs besoins, selon Thokozile Kuwali, CAE de NICO Holdings (Malawi).

« Les banques disposent généralement de directives et de conseils de la part des banques centrales sur les politiques, les processus et les contrôles nécessaires dans ce domaine, de sorte que la première chose à faire pour les CAE est de vérifier ces politiques et de voir comment elles sont mises en œuvre et gérées », a déclaré M. Kuwali. Dans les secteurs non réglementés, elle a déclaré que les CAE pourraient se comparer à leur propre secteur et à d'autres secteurs pour identifier les éléments suivants les lacunes dans leurs cadres de risque et de contrôle.

Mais compte tenu du manque de capacités et de la pénurie de talents dans certains secteurs, il est important de dispenser une formation sur les risques financiers et de liquidité. « Les organisations doivent former le personnel de la fonction d'audit interne et de la direction [à ces risques] », a-t-elle déclaré. « La formation des membres du conseil d'administration est également essentielle pour qu'ils sachent ce que l'on attend d'eux lorsqu'ils exercent leur fonction de supervision. »

Des rapports d'audit plus efficaces

Lorsque les auditeurs internes rédigent des rapports sur les risques financiers et de liquidité, ils doivent s'assurer que leurs messages clés sont communiqués clairement, a ajouté M. Kuwali. « Les rapports ne sont pas suffisamment convaincants pour inciter à l'action parce qu'ils ne précisent pas clairement ce qui doit être fait », a-t-elle expliqué. Les auditeurs internes peuvent s'enliser dans des questions techniques et ne pas communiquer correctement les risques aux membres du conseil d'administration, en particulier à ceux qui n'ont pas d'expérience dans le domaine financier. Elle estime qu'une formation spécifique à la rédaction de rapports devrait être obligatoire.

Communication avec le conseil d'administration

Dans le secteur des services financiers comme dans les administrations publiques, les CAE présents aux tables rondes « Risk in Focus » ont convenu que les fonctions d'audit interne devaient à la fois fournir au conseil d'administration l'assurance que l'entreprise respecte la réglementation et faire preuve d'honnêteté lorsque les compétences font défaut. « Le conseil d'administration doit savoir comment soutenir au mieux les compétences les plus nécessaires », a déclaré un CAE d'une société de services financiers. Cela pourrait amener le conseil d'administration à investir dans l'assistance d'experts externes pour soutenir la fonction d'audit et l'aider à améliorer sa maturité au fil du temps.



« Tous les secteurs doivent mettre en place des contrôles de liquidité et s'assurer que les données sous-jacentes sont solides et fiables »



RISQUES FINANCIERS ET DE LIQUIDITÉ

Points clés

Résultats de l'enquête

- Les CAE africains ont signalé des risques financiers et de liquidité élevée plus fréquemment que la moyenne mondiale — 43 % pour l'Afrique contre 31 % dans le monde (Figure 2).
- L'alignement entre classement des risques et priorités d'audit est bon (Figure 9).
- La priorité d'audit pour les risques financiers/de liquidité a reculé de 8 points par rapport à l'an dernier, au profit de la perturbation numérique et du changement climatique (Figure 7).

Stratégies d'audit interne

- Fournir l'assurance que les cadres de contrôle relatifs aux risques Financier/ liquidités sont en place et à jour.
- Fournir l'assurance que les processus de tests de résistance et de planification de scénarios tiennent compte de l'interdépendance des risques régionaux et mondiaux.
- Revoir le cadre de gouvernance relatif à la gestion du risque de liquidité et s'assurer que les organes de direction, management, et les fournisseurs d'assurance sont alignés.
- Dans les régions où les structures de gouvernance d'entreprise sont émergentes, conseiller le conseil d'administration sur la nécessité et le rôle des comités d'audit et sur l'importance de renforcer la résistance aux risques.
- Analyse comparative avec des pairs, d'autres secteurs et au niveau mondial pour renforcer les processus de meilleures pratiques et les procédures.
- Évaluer la maturité de l'expertise et de la formation au sein des organes directeurs, de la direction et des fournisseurs d'assurance, et recommander des domaines d'amélioration.
- Informer le conseil de la maturité des aptitudes et des compétences de l'audit interne et recommander des investissements pour remédier aux éventuelles lacunes.
- Conseiller le conseil sur le bon équilibre pour la fourniture par l'audit interne de services d'assurance et de conseil en fonction des objectifs stratégiques de l'organisation, des risques émergents et des objectifs de transformation numérique.



PERTURBATION NUMÉRIQUE ET CYBERSÉCURITÉ

La numérisation menacée par les cyber-risques

La numérisation s'accélère, mais la sensibilisation culturelle aux cyber-risques doit s'améliorer si les organisations veulent atteindre leurs objectifs.

La cybercriminalité frappe durement les pays d'Afrique. En 2023, le continent aurait perdu 10 milliards de dollars US en raison du coût financier de la cybersécurité, selon le [Rapport sur la cybersécurité en Afrique de SERIANU](#). Étant donné que la région compte 11 des 20 économies à la croissance la plus rapide au monde (selon le Groupe de la Banque africaine de développement), la Commission européenne a décidé de mettre en place un système de gestion des risques [Groupe de la Banque africaine de développement](#), il n'est pas surprenant que ses gouvernements et ses organisations deviennent des cibles pour les pirates informatiques.

Les CAE participant aux tables rondes Risk in Focus pour l'Afrique ont convenu qu'accroître la sensibilisation à la cybersécurité... Les risques croissants pour l'Afrique comprennent l'usurpation d'identité (alimentée par les progrès de l'IA) et d'autres stratagèmes, selon le rapport sur l'identité numérique 2025 de la Commission européenne [2025 Digital Identity Fraud in Africa Report](#) publié par Smile ID.

Les participants à la table ronde ont également déclaré que des pirates informatiques avaient découvert des faiblesses dans les processus d'authentification multifactorielle (AMF) en Afrique. Souvent considérée comme une norme

de référence par les équipes de cyberdéfense, l'AMF exige des utilisateurs qu'ils passent par plusieurs étapes de vérification pour accéder à des données ou à des dossiers financiers. Mais les pirates ont découvert des techniques permettant de contourner ces barrières et d'inciter les



PERTURBATION NUMÉRIQUE ET CYBERSÉCURITÉ

systemes à leur donner accès à des données précieuses [Cyber Security News](#). Ces attaques se sont révélées difficiles à détecter et à prévenir.

Trois des cinq risques les plus importants pour l'Afrique cette année sont liés à la technologie et à la fraude (Figure 1).

- Cybersécurité (62 %)
- Perturbation numérique (44 %)
- Fraude (43 %)

Les risques de perturbation numérique sont élevés dans tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, de l'industrie manufacturière et du transport et de l'entreposage. (Voir l'annexe D pour une vue complète des différences de risque par secteur)

Culture de la cybersécurité

La sensibilisation culturelle aux techniques de cybercriminalité est faible dans la région, ont convenu les chefs d'entreprise participant à la table ronde. Dans certains pays, le niveau d'alphabétisation est généralement faible et la technologie est souvent introduite sans que les clients soient correctement informés. « Les gens reçoivent des appels d'escrocs qui se font passer pour la compagnie de téléphonie mobile et ils donnent le code de sécurité parce qu'ils ne comprennent pas les risques », a déclaré un consultant de la sous-région de l'Afrique centrale. Une mauvaise sensibilisation à la cybernétique pourrait accroître le risque de violation des données.

Selon Thokozile Kuwali, CAE de la société de services financiers NICO Holdings au Malawi, les auditeurs internes peuvent collaborer avec la direction pour aider leur

RESSOURCE : L'exigence thématique de l'IIA en matière de cybersécurité

La nouvelle exigence thématique de l' [Exigence thématique de l'IIA en matière de cybersécurité](#) (février 2025) fournit des orientations que les auditeurs internes doivent suivre lors de l'audit de la cybersécurité. Il peut être téléchargé gratuitement à partir du site web du siège mondial de l'IIA.

L'exigence thématique relative à la cybersécurité impose aux personnes chargées des audits de cybersécurité d'évaluer au minimum les éléments suivants :

Gouvernance	Gestion des risques	Contrôles
Stratégie/objectifs Politiques/procédures Rôles/responsabilités Engagement des parties prenantes	Évaluation et gestion du risque cybernétique Champ d'application du RM Imputabilité/responsabilité Processus d'escalade Processus de sensibilisation aux risques Réponse aux incidents/récupération	Contrôles internes/fournisseurs Contrôles de la gestion des talents Contrôles de surveillance Inclusion dans le cycle de vie Amélioration continue Contrôles du réseau Communications avec les points finaux

[Exigences thématiques](#) peuvent être téléchargées gratuitement à partir du site web du siège mondial de l'IIA.

organisation à développer et à améliorer la culture de la cybersécurité. Les organisations qui parviennent à définir la culture qu'elles souhaitent créer, à communiquer clairement cette vision et à intégrer des indicateurs de performance clés peuvent renverser la situation, a déclaré M. Kuwali. Des choses simples peuvent être très efficaces, y compris la formation obligatoire. « Tous nos employés doivent répondre à un questionnaire et, s'ils ne le font pas ou s'ils échouent, leur ordinateur est bloqué pour les obliger à le faire ou à le refaire », a-t-elle déclaré,



PERTURBATION NUMÉRIQUE ET CYBERSÉCURITÉ

« parce qu'ils n'ont pas montré qu'ils étaient suffisamment sensibilisés à la cybersécurité » Les résultats de ces initiatives de sensibilisation sont communiqués au conseil d'administration tous les trimestres.

Outre les missions autonomes de cybersécurité, elle intègre des éléments de cybersécurité dans chaque audit technologique afin de vérifier dans quelle mesure les données sont protégées. Elle considère également ces évaluations comme une opportunité d'améliorer la sensibilisation au sein de l'entreprise.

Le boom des fintechs en Afrique

Avec une population jeune et férue de technologie et une forte utilisation des technologies mobiles, la région est en plein boom de la fintech - un secteur en Afrique qui a connu une forte croissance [McKinsey & Company](#) décrit comme « l'un des plus dynamiques au monde » Leur rapport estime que la croissance du secteur africain de la fintech pourrait être multipliée par cinq entre 2023 et 2028, ce qui alignerait la pénétration de la fintech en Afrique sur celle de l'Amérique du Nord et des pays européens.

De manière plus générale, les gouvernements et les entreprises espèrent que la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) sera un succès [Zone de libre-échange continentale africaine](#) (AfCFTA), convenue en 2021, contribuera à accroître le commerce régional en renforçant l'économie numérique et en réduisant la fragmentation réglementaire. Mais l'absence de cadres nationaux et régionaux de gouvernance des données est un problème qui doit être résolu.

Changement social positif

La numérisation crée également une énorme opportunité

de changement social positif. « L'argent mobile dans les villages crée l'inclusion sociale », a déclaré un CAE d'une banque en Zambie. « Si j'envoie de l'argent à la maison en ce moment, ma mère devra prendre un bus pour aller retirer l'argent dans une banque de la ville Les paiements mobiles rendent ces transactions beaucoup plus faciles et moins coûteuses. »

En outre, la numérisation peut contribuer à réduire la fraude et à accroître l'efficacité dans le secteur public, selon les CAE présents aux tables rondes « Risk in Focus ». Les institutions travaillent d'arrache-pied pour numériser les processus de documentation, de paiement et de ressources humaines et pour automatiser les systèmes de données. « Nous percevons plus de recettes parce qu'il y a moins de fuites », a déclaré un consultant GRC du Kenya. Les stratégies d'adoption de CLOUD sont un élément clé de ces initiatives.

Malgré les avantages de la mise en œuvre de la technologie, certains préfèrent les anciennes méthodes, a déclaré un CAE de la sous-région d'Afrique centrale. Certains fonctionnaires se sont montrés réticents à l'idée de mettre en place de nouveaux systèmes qui assureraient une plus grande transparence des transactions financières, mais ils sont de moins en moins nombreux.

Culture d'intégrité

La prévention de la cyberfraude passe par la mise en place de politiques au sein de l'entreprise qui créent une culture de l'intégrité, a déclaré Aissatou Ndiaye, PDG du cabinet de conseil NAD Audit & Conseils au Sénégal, lors d'un entretien accordé à ce rapport. Elle encourage les CAE à sortir de leur zone de confort et à soutenir les efforts visant à améliorer la gouvernance d'entreprise et la culture organisationnelle



PERTURBATION NUMÉRIQUE ET CYBERSÉCURITÉ

par le biais d'activités de conseil ciblées. En fait, il peut être relativement peu coûteux de mettre en œuvre les principes de base, tels que la formation à la lutte contre la fraude, la création de politiques de conduite éthique, le renforcement de la transparence par des mécanismes de dénonciation, et la mise en place d'un environnement de contrôle avec des mécanismes de contrôle interne qui peuvent être évalués.

Le plus difficile est de convaincre une organisation d'investir dans un système numérique de lutte contre la fraude, a déclaré M. Ndiaye. « Tant que l'entreprise n'est pas touchée par une fraude importante, elle ne réagit pas », a-t-elle déclaré.

Utilisation de l'IA et confidentialité des données

L'adoption des outils d'intelligence artificielle est relativement faible dans la région et on estime qu'il s'agit du plus petit marché au monde, selon un article paru dans la revue [Business Tech Africa](#). L'innovation en matière d'IA est concentrée dans quelques régions, en particulier au Kenya, au Nigeria et en Afrique du Sud.

Si le manque de fonds est l'une des principales raisons de cette lenteur, les experts-comptables présents aux tables rondes se sont également inquiétés du fait que les contrôles internes de la plupart des organisations ne sont souvent pas conçus pour préserver l'intégrité des données, ce qui accroît le risque que les grands modèles de langage (LLM), tels que ChatGPT, soient utilisés par des employés de manière non autorisée.

Environ trois quarts des pays de la région disposent de réglementations en matière de confidentialité des données, selon le [Rapport de l'ONU](#) la législation sur la protection des données et de la vie privée dans le monde.

Renforcer la boîte à outils de l'audit interne

En général, les logiciels d'audit interne sont d'abord achetés et ne sont pas remplacés pendant de nombreuses années - une stratégie qui est devenue inadaptée au rythme de développement d'outils moins chers et plus puissants. « Le conseil d'administration doit être conscient que la technologie de l'audit évolue et que l'horizon à long terme que nous avons pour nos outils et nos compétences se raccourcit rapidement », a déclaré un CAE d'une entreprise de services publics au Ghana. Dans le même temps, de nombreux auditeurs internes de la région sont encore trop dépendants d'Excel, a déclaré un CAE d'une entreprise fintech au Nigéria.

Les CAE présents aux tables rondes ont déclaré que les technologies émergentes pourraient donner un coup de pouce à leurs propres capacités d'audit interne numérique, en particulier les LLM populaires comme ChatGPT et les outils d'IA intégrés dans des programmes existants, comme Copilot de Microsoft. Ces technologies sont moins coûteuses que les logiciels d'audit interne plus sophistiqués que les organisations achetaient jusqu'à présent. Si les auditeurs internes accueillent généralement favorablement les nouvelles technologies, leur utilisation nécessite un travail supplémentaire pour s'assurer que ces systèmes sont conformes à la posture de cybersécurité de leur organisation.

RESSOURCE : Audit des technologies de l'information Gouvernance et gestion des technologies de l'information

Ce guide [Guide mondial d'audit technologique](#) (GTAG) de l'IIA aide les auditeurs internes à :

- Identifier les lacunes dans la gouvernance informatique
- Évaluer l'alignement sur les objectifs de l'organisation
- Formuler des recommandations pour renforcer la surveillance et la résilience des technologies de l'information

Mis à jour en août 2025 et aligné sur les dernières normes de l'IIA, ce [GTAG](#) est disponible gratuitement pour les membres de l'IIA sur le site du siège mondial de l'IIA.



PERTURBATION NUMÉRIQUE ET CYBERSÉCURITÉ

Points clés

Résultats de l'enquête

- Si la cybersécurité reste un risque majeur pour l'Afrique, c'est le risque de perturbation numérique qui a le plus augmenté par rapport à l'année précédente, passant de la sixième à la troisième place (Figure 1 et 3).
- Les niveaux de risque de perturbation numérique en Afrique sont maintenant presque au même niveau que la moyenne mondiale (44 % contre 48 %) (Figure 2).
- Alors que les perturbations numériques sont passées au troisième rang des risques pour l'Afrique cette année (44 %), elles se situent au neuvième rang des priorités d'audit (30 %) (Figure 9).
- De même, au niveau mondial, la perturbation numérique a été classée au deuxième rang des risques (48 %) et au huitième rang des priorités d'audit (32 %) (Figure 10).

Stratégies d'audit interne

- Fournir l'assurance que les politiques et procédures de l'organisation en matière de cybersécurité sont en place et efficaces.
- Donner l'assurance que la culture d'entreprise en matière de cybersécurité est bien définie, communiquée et soutenue par des indicateurs de performance clés et des mises à jour régulières du conseil d'administration.
- Fournir l'assurance que la stratégie de cybersécurité a clairement réparti les responsabilités dans les domaines technique, culturel et de la gouvernance.
- Fournir l'assurance que l'environnement de l'organisation en matière de risque de fraude est doté de politiques et de procédures qui contribuent à améliorer la transparence et à créer une culture de l'intégrité.
- Fournir l'assurance que les politiques et les procédures relatives à la confidentialité des données sont saines et solides et, lorsqu'il n'existe pas de réglementation locale, les comparer à une norme internationale.
- Évaluer l'impact des réglementations et des politiques sur les efforts d'automatisation de l'audit et signaler les risques associés au conseil d'administration.
- Évaluer les délais d'approvisionnement de l'audit interne pour les technologies existantes et informer le conseil d'administration des besoins d'investissement et de formation pour soutenir la numérisation de l'organisation.



CONCLUSION

S'adapter aux nouveaux défis

Les organisations africaines sont confrontées à un labyrinthe complexe de risques interconnectés. Pour réussir, il faudra trouver un financement suffisant pour construire les infrastructures indispensables, tout en numérisant et en réduisant les risques de fraude et de cybersécurité.

Les CAE s'adaptent pour aider leurs organisations à relever ces défis. En plus d'insister sur le renforcement de la formation et l'amélioration des technologies d'audit, les CAE adoptent également de nouvelles stratégies. En raison de l'émergence rapide de risques, tels que les catastrophes naturelles et l'IA, de nombreux CAE ont rééquilibré leurs plans d'audit pour intégrer des services de conseil plus rapides afin d'aider les entreprises à réagir au plus vite.

Une tendance persistante qui nécessitera ces compétences est apparue à plusieurs reprises dans ce rapport : la nécessité d'améliorer la culture. Du risque de fraude à la cybersécurité, les organisations s'efforcent de renforcer la sensibilisation et l'intégrité afin de créer des environnements dans lesquels la gouvernance et les contrôles internes deviennent plus efficaces.

Il s'agit de domaines difficiles à soutenir pour les auditeurs internes, qui manquent souvent de données claires et de contrôles évidents. Mais des mesures simples peuvent faire avancer les choses, qu'il s'agisse de quiz sur la cybersécurité ou d'actions de sensibilisation lors des missions d'audit. En fait, l'engagement et la communication constants avec les parties prenantes pour se tenir au courant de ce qui se passe dans l'entreprise et au-delà pourrait être une stratégie clé pour réussir.



ANNEXE A : MÉTHODOLOGIE

Enquête, tables rondes et entretiens

L'enquête a été menée par l'Internal Audit Foundation et le European Institutes Research Group (EIRG) du 28 avril au 6 juin 2025, et a reçu 4 073 réponses. L'enquête a été réalisée en ligne par l'intermédiaire de contacts associés aux instituts de l'IIA et aux organismes régionaux.

Les 16 domaines de risque utilisés dans l'enquête sont présentés ci-dessous. Deux questions clés ont été posées aux répondants dans ces domaines : Quels sont vos cinq risques les plus importants et quels sont les cinq domaines dans lesquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? L'enquête a été complétée par des tables rondes et des entretiens avec des responsables de l'audit interne dans chaque région.

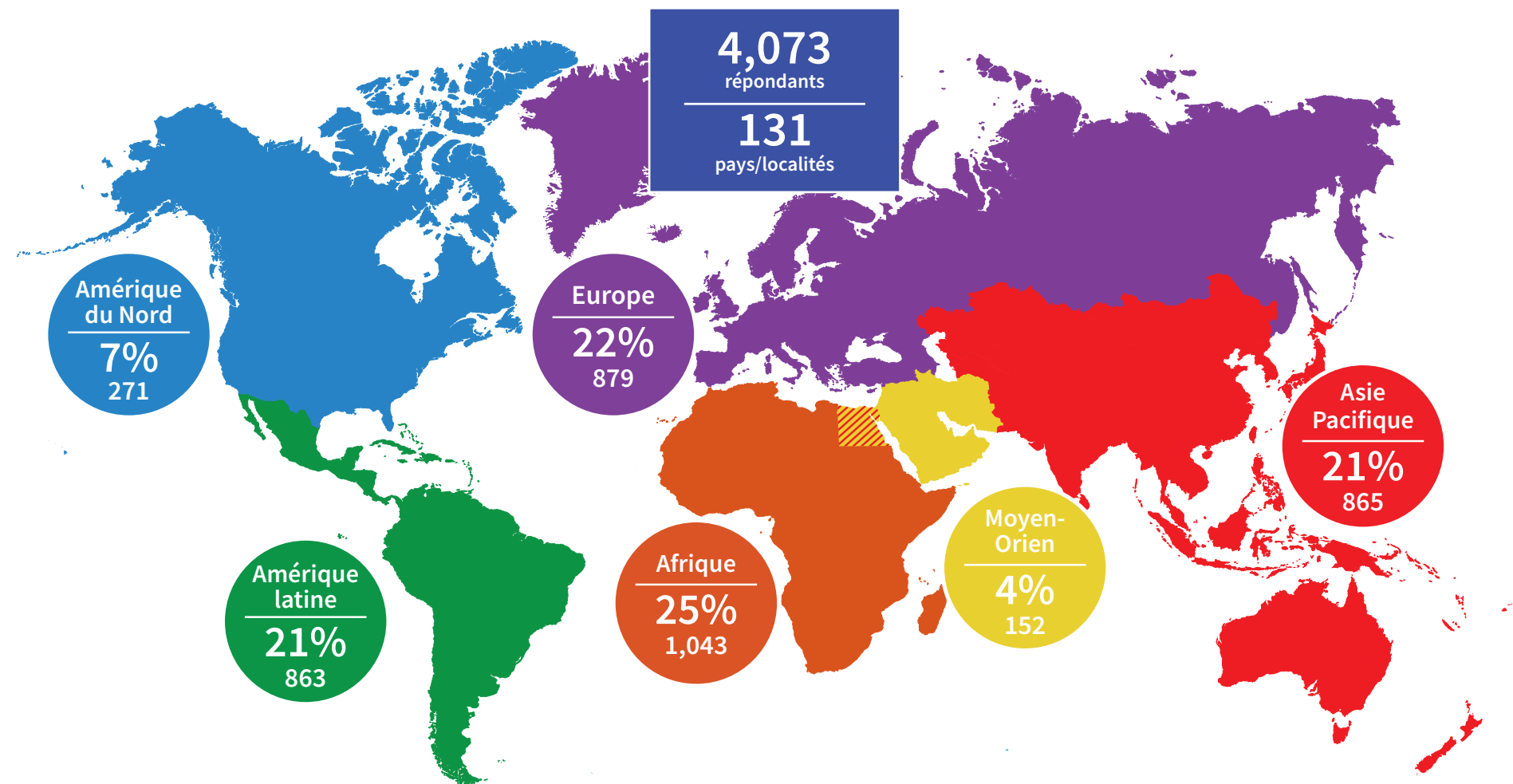
Domaines de risque utilisés dans l'enquête

Nom du risque	Descriptions des risques utilisées dans l'enquête
Résilience des entreprises	Continuité des activités, résilience opérationnelle, gestion de crise et réponse aux catastrophes
Changement climatique/environnement	Changement climatique, biodiversité et durabilité environnementale
Communication/réputation	Communications, réputation et relations avec les parties prenantes
Cybersécurité	Cybersécurité et sécurité des données
Perturbation numérique (y compris l'IA)	Perturbation numérique, nouvelles technologies et IA (intelligence artificielle)
Financier/ liquidités	Risques financiers, de liquidité et d'insolvabilité
Fraude	Fraude, corruption et exploitation criminelle des perturbations
Incertitude géopolitique/macroéconomique	Incertitude macroéconomique, sociale et géopolitique
Gouvernance/rapports d'entreprise	Gouvernance organisationnelle et information d'entreprise
Santé/sécurité	Santé, sécurité et sûreté
Le capital humain	Capital humain, diversité, gestion et maintien des talents
Évolution du marché/concurrence	Évolution du marché/concurrence et comportement des clients
Fusions/acquisitions	Fusions/acquisitions
Culture organisationnelle	Culture organisationnelle
Changements réglementaires	Modification des lois et règlements
Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)	Chaîne d'approvisionnement, externalisation et risque de tierce partie



ANNEXE B : DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Pièce 1. Global - Taux de réponse



Note 1 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 4,073$.

Note 2 : La carte montre les groupes régionaux utilisés par l'IIA à des fins opérationnelles. Les groupes régionaux ne représentent aucune position politique de l'IIA ou des instituts de l'IIA.

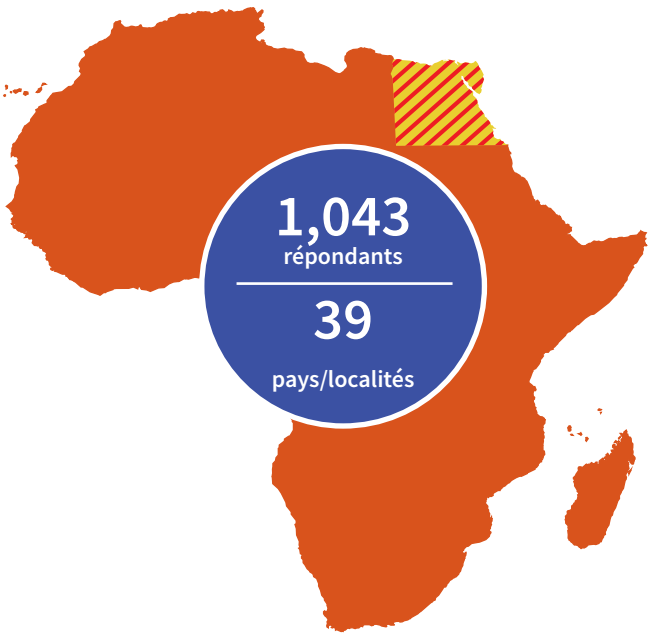
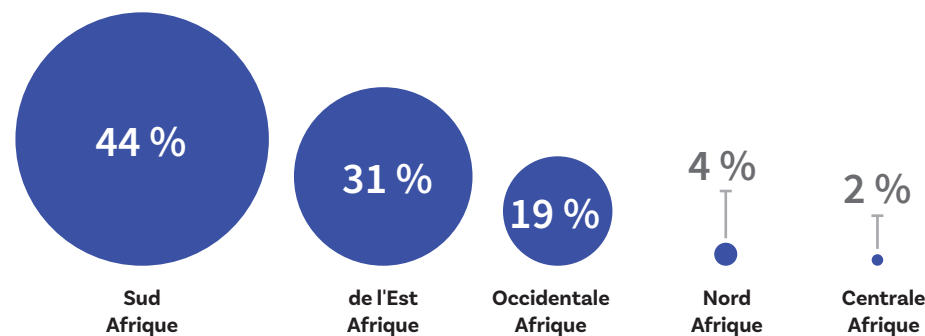
Note 3 : L'Égypte est représenté en orange et en or pour montrer que ses répondants sont répartis entre l'Afrique et le Moyen-Orient.



PAGE 30 DE 46

DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Pièce 2. Afrique - Taux de réponse



Afrique - Pays par sous-région

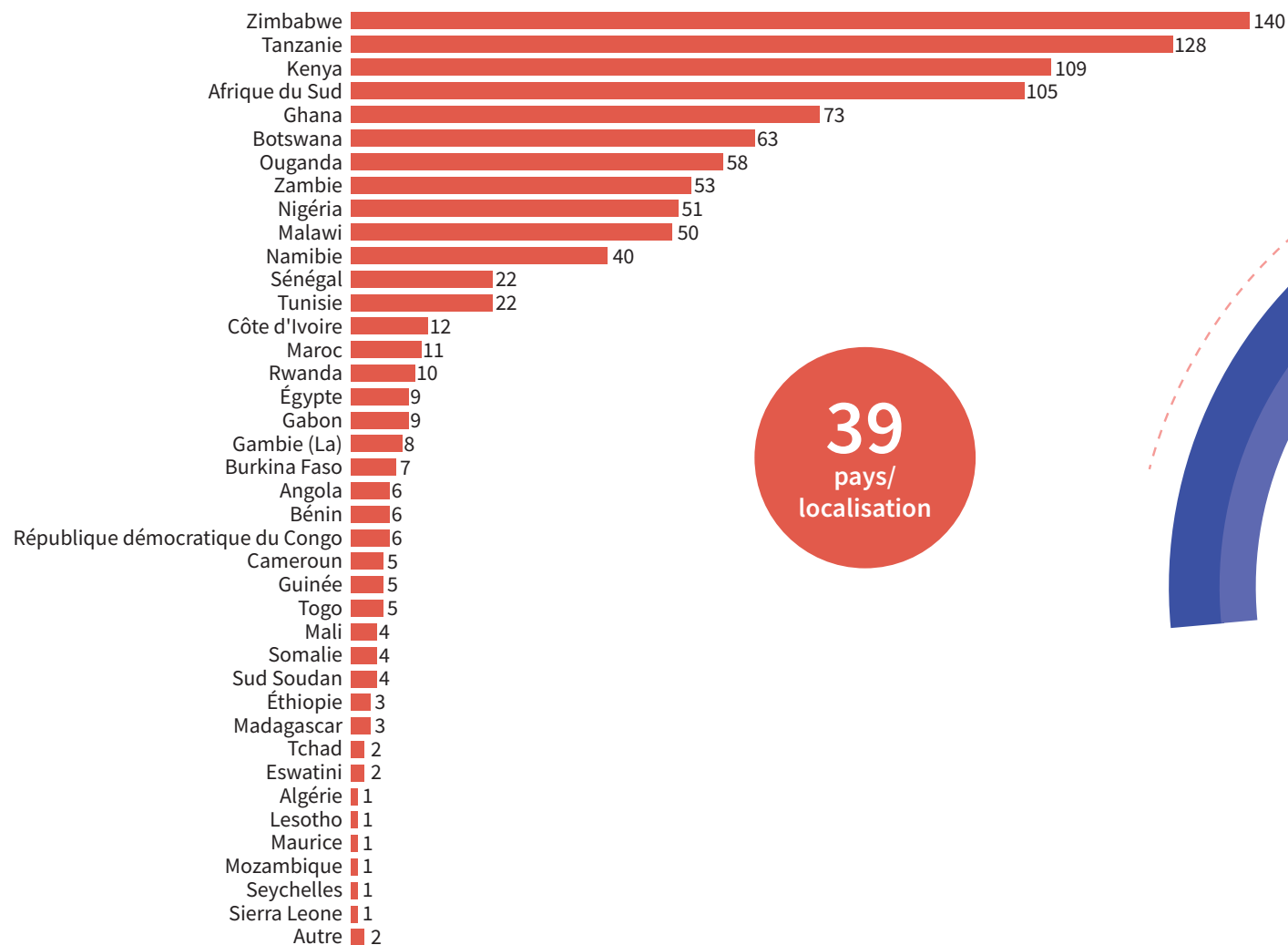
Afrique du Sud		Afrique de l'Est		Afrique de l'Ouest		Afrique du Nord		Afrique centrale	
Zimbabwe	140	Tanzanie	128	Ghana	73	Tunisie	22	Gabon	9
Afrique du Sud	105	Kenya	109	Nigéria	51	Maroc	11	République démocratique du Congo	6
Botswana	63	Ouganda	58	Sénégal	22	Égypte	9	Cameroun	5
Zambie	53	Rwanda	10	Côte d'Ivoire	12	Algérie	1	Tchad	2
Malawi	50	Somalie	4	Gambie (La)	8	Total	43	Autre	2
Namibie	40	Sud Soudan	4	Burkina Faso	7			Total	24
Angola	6	Éthiopie	3	Bénin	6				
Eswatini	2	Madagascar	3	Guinée	5				
Lesotho	1	Seychelles	1	Togo	5				
Maurice	1	Total	320	Mali	4				
Mozambique	1			Sierra Leone	1				
Total	462			Total	194				

Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 1 043 pour l'Afrique.



DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Pièce 3. Afrique - Réponses par pays/lieu

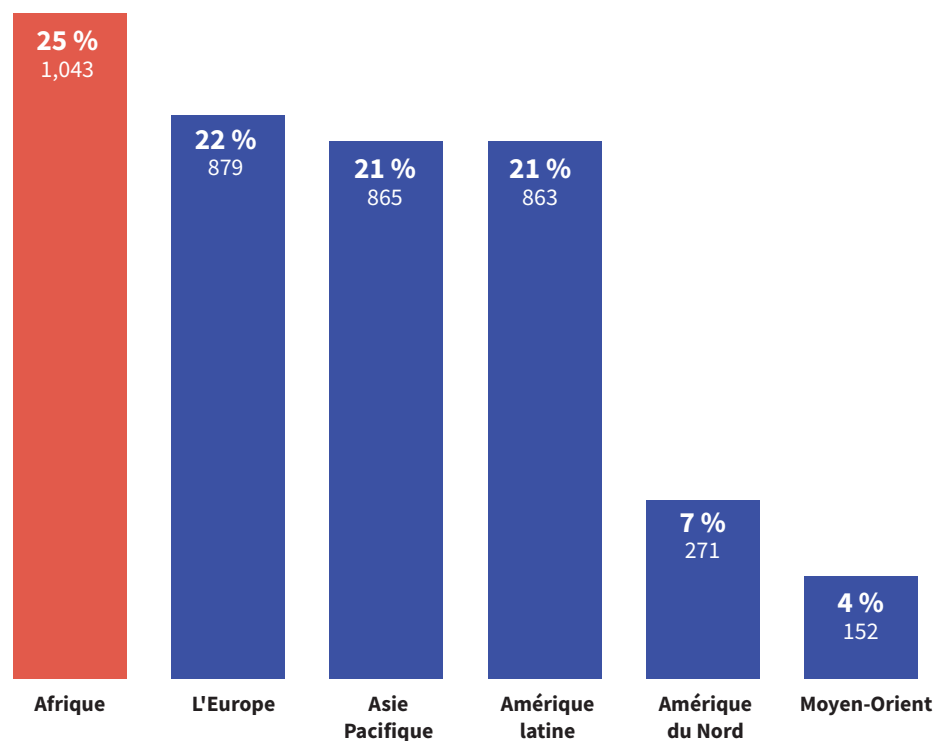


Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique.



DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Pièce 4. Global - Réponses par région



Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 4\,073$ pour le monde entier.



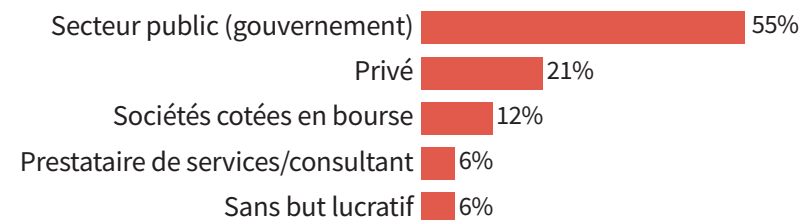
DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES

Pièce 5. Industrie, type d'organisation, taille

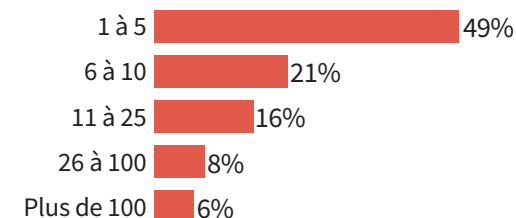
Afrique - Industrie



Afrique - Type d'organisation



Afrique - Taille de la fonction



Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique.



ANNEXE C : ANALYSE DE LA SOUS-RÉGION AFRICAINE

Pièce 1. Sous-régions d'Afrique - Risques les plus élevés (Partie 1)

	Afrique du Sud	Afrique de l'Est	Afrique du Nord
Cybersécurité	64%	65%	64%
Résilience des entreprises	51%	45%	38%
Perturbation numérique (y compris l'IA)	44%	48%	45%
Financier/ liquidités	38%	45%	60%
Fraude	42%	42%	38%
Le capital humain	33%	32%	40%
Changements réglementaires	36%	32%	31%
Gouvernance/rapports d'entreprise	33%	29%	26%
Culture organisationnelle	30%	33%	17%
Incertitude géopolitique/macroéconomique	28%	25%	21%
Communication/réputation	27%	25%	19%
Changement climatique/environnement	22%	27%	26%
Évolution du marché/concurrence	18%	17%	24%
Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)	19%	15%	19%
Santé/sécurité	9%	9%	31%
Fusions/acquisitions	3%	5%	0%

■ Risques les plus élevés

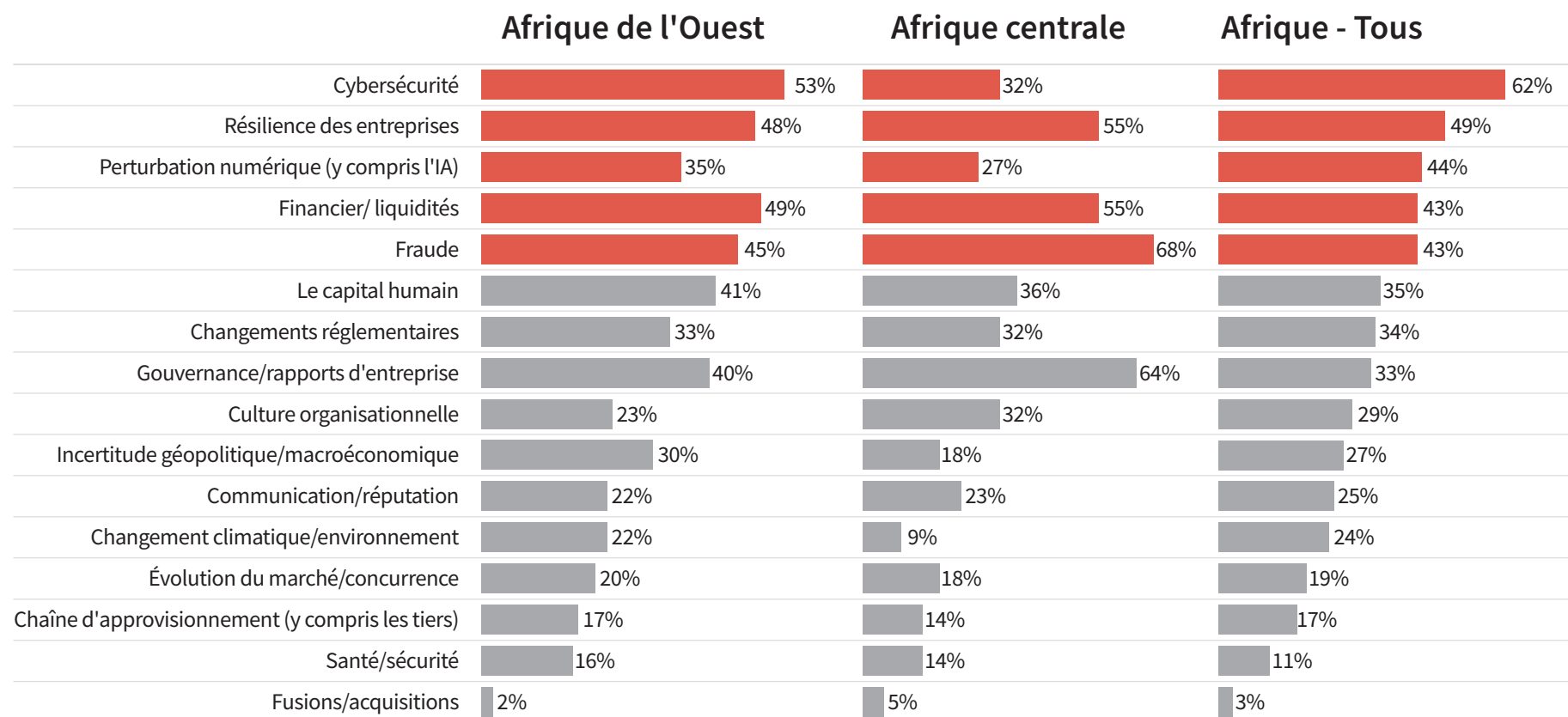
Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 1 043 pour l'Afrique.



PAGE 35 DE 46

ANALYSE DE LA SOUS-RÉGION AFRICAINE

Pièce 1. Sous-régions d'Afrique - Risques les plus élevés (2ème partie)



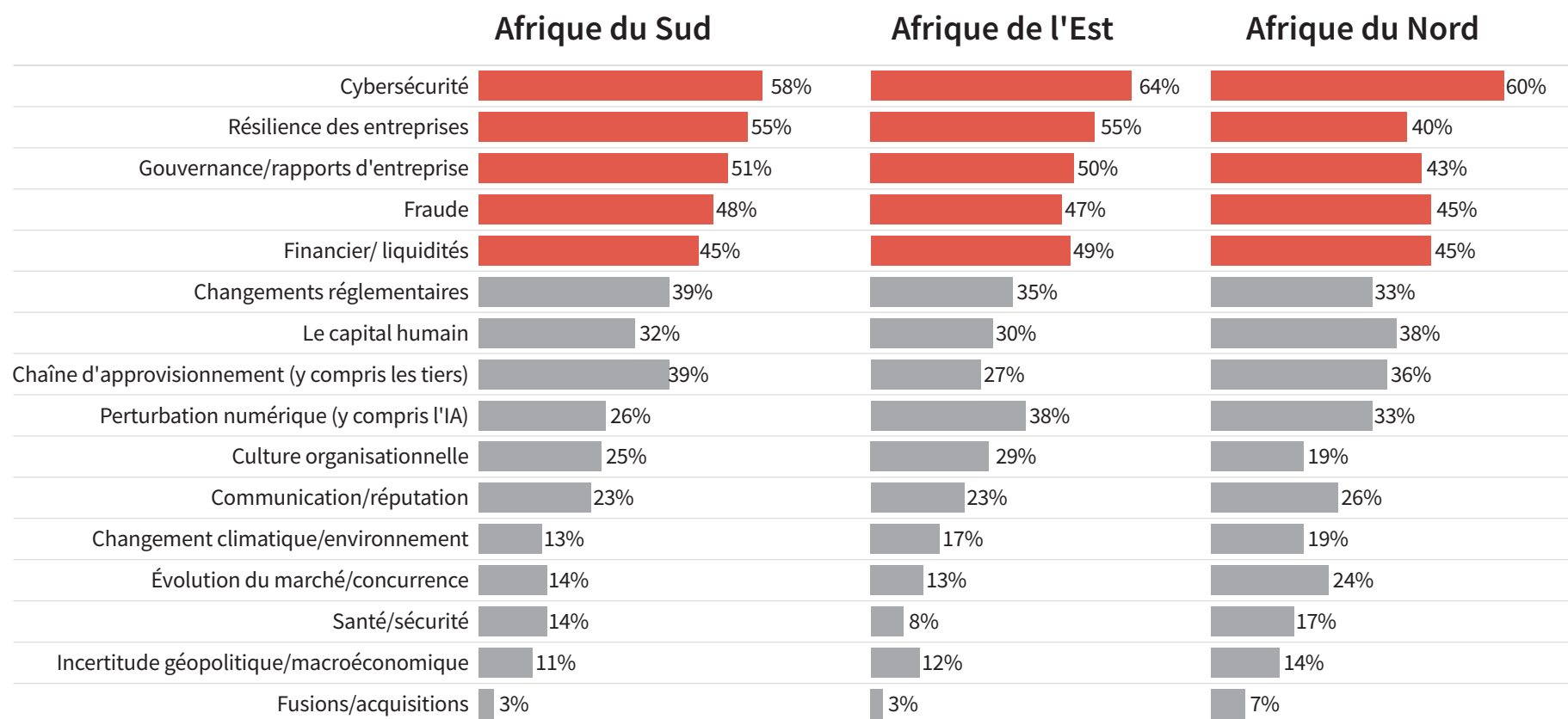
■ Risques les plus élevés

Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 1 043 pour l'Afrique.



ANALYSE DE LA SOUS-RÉGION AFRICAINE

Pièce 2. Sous-régions d'Afrique - Priorités d'audit les plus élevées (Partie 1)



■ Risques les plus élevés

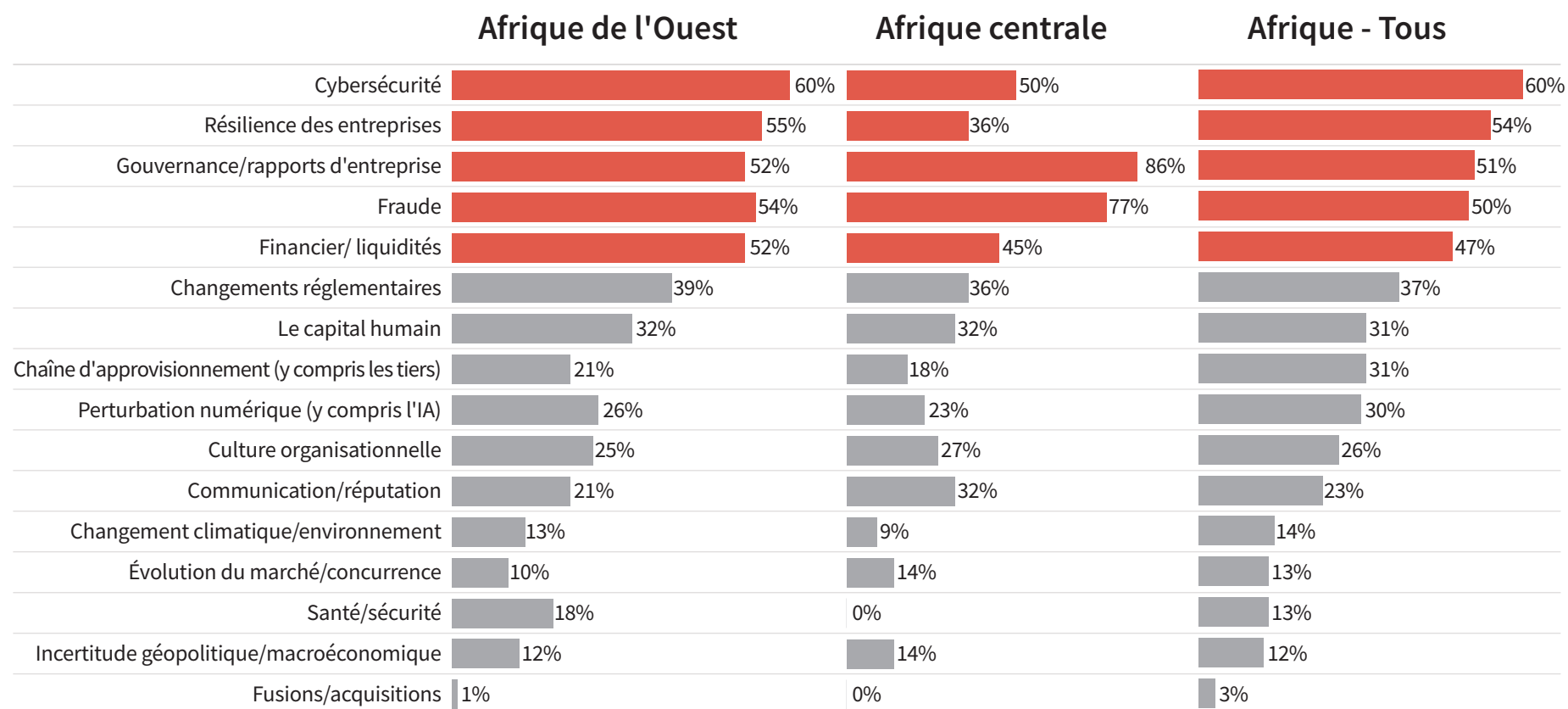
Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique.



PAGE 37 DE 46

ANALYSE DE LA SOUS-RÉGION AFRICAINE

Pièce 2. Sous-régions d'Afrique - Priorités d'audit les plus élevées (Partie 2)



■ Risques les plus élevés

Remarque : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique.



PAGE 38 DE 46

ANNEXE D : ANALYSE DE L'INDUSTRIE AFRICAINE

Pièce 1. Afrique - Risques les plus élevés par secteur

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux risques auxquels votre organisation est actuellement confrontée ? (Choisissez 5.)

Zone de risque	Tous	Services financiers	Secteur public (gouvernement)	L'éducation	Exploitation minière/énergie/eau	Professionnel/ technique	Agriculture/ foresterie/pêche	Santé/ travail social	Fabrication	Transport/ stockage	Information/ communication
Cybersécurité	62 %	79 %	57 %	59 %	48 %	64 %	46 %	71 %	34 %	51 %	73 %
Résilience des entreprises	49 %	52 %	41 %	43 %	55 %	56 %	44 %	38 %	53 %	46 %	52 %
Perturbation numérique (y compris l'IA)	44 %	56 %	41 %	53 %	37 %	52 %	23 %	40 %	26 %	30 %	61 %
Financier/ liquidités	43 %	41 %	34 %	56 %	52 %	54 %	29 %	48 %	55 %	65 %	39 %
Fraude	43 %	44 %	50 %	35 %	28 %	36 %	56 %	57 %	32 %	46 %	39 %
Le capital humain	35 %	34 %	34 %	41 %	34 %	40 %	33 %	26 %	37 %	32 %	36 %
Changements réglementaires	34 %	41 %	34 %	25 %	20 %	46 %	31 %	19 %	39 %	24 %	39 %
Gouvernance/rapports d'entreprise	33 %	25 %	42 %	43 %	31 %	18 %	35 %	38 %	29 %	30 %	21 %
Culture organisationnelle	29 %	19 %	40 %	33 %	30 %	30 %	25 %	31 %	18 %	30 %	27 %
Incertitude géopolitique/macroéconomique	27 %	31 %	19 %	24 %	34 %	34 %	21 %	19 %	47 %	30 %	18 %
Communication/réputation	25 %	17 %	38 %	26 %	24 %	26 %	13 %	29 %	16 %	22 %	33 %
Changement climatique/environnement	24 %	17 %	27 %	17 %	36 %	14 %	63 %	21 %	21 %	14 %	12 %
Évolution du marché/concurrence	19 %	23 %	7 %	19 %	19 %	14 %	27 %	7 %	47 %	24 %	21 %
Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)	17 %	11 %	17 %	9 %	25 %	10 %	13 %	26 %	18 %	32 %	21 %
Santé/sécurité	11 %	3 %	11 %	10 %	20 %	6 %	19 %	26 %	21 %	24 %	3 %
Fusions/acquisitions	3 %	5 %	2 %	0 %	5 %	0 %	2 %	2 %	5 %	0 %	3 %

■ Risques les plus élevés par secteur

■ En cas d'égalité pour le cinquième pourcentage le plus élevé, les pourcentages ex aequo sont mis en évidence dans une couleur plus claire

Note 1 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 1\,043$ pour l'Afrique.

Note 2 : Les industries ayant les taux de réponse les plus élevés sont indiquées. La colonne intitulée « Tous » indique la moyenne de tous les répondants.



ANALYSE DE L'INDUSTRIE AFRICAINE

Pièce 2. Afrique - Priorités d'audit les plus élevées par secteur

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux domaines d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? (Choisissez 5.)

Domaine d'audit	Tous	Services financiers	Secteur public (gouvernement)	L'éducation	Exploitation minière/énergie/eau	Professionnel/ technique	Agriculture/ foresterie/pêche	Santé/ travail social	Fabrication	Transport/ stockage	Information/ communication
Cybersécurité	60 %	75 %	51 %	57 %	64 %	62 %	52 %	52 %	50 %	46 %	73 %
Résilience des entreprises	54 %	66 %	47 %	43 %	59 %	48 %	50 %	50 %	53 %	49 %	61 %
Gouvernance/rapports d'entreprise	51 %	43 %	59 %	61 %	47 %	48 %	54 %	50 %	50 %	59 %	39 %
Fraude	50 %	51 %	53 %	48 %	35 %	38 %	65 %	64 %	53 %	54 %	52 %
Financier/ liquidités	47 %	48 %	39 %	53 %	52 %	54 %	44 %	55 %	58 %	65 %	30 %
Changements réglementaires	37 %	51 %	41 %	27 %	22 %	42 %	25 %	24 %	21 %	22 %	33 %
Le capital humain	31 %	26 %	33 %	43 %	28 %	46 %	29 %	31 %	24 %	41 %	27 %
Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)	31 %	20 %	35 %	24 %	42 %	30 %	29 %	43 %	50 %	43 %	36 %
Perturbation numérique (y compris l'IA)	30 %	37 %	28 %	31 %	28 %	30 %	21 %	21 %	26 %	27 %	45 %
Culture organisationnelle	26 %	17 %	31 %	30 %	24 %	24 %	29 %	40 %	24 %	19 %	24 %
Communication/réputation	23 %	20 %	28 %	32 %	23 %	24 %	15 %	21 %	11 %	8 %	12 %
Changement climatique/environnement	14 %	11 %	17 %	13 %	28 %	6 %	33 %	2 %	13 %	5 %	9 %
Évolution du marché/concurrence	13 %	17 %	6 %	11 %	12 %	12 %	19 %	10 %	29 %	19 %	24 %
Santé/sécurité	13 %	5 %	12 %	11 %	27 %	10 %	10 %	24 %	18 %	24 %	6 %
Incertitude géopolitique/macroéconomique	12 %	10 %	11 %	8 %	10 %	14 %	13 %	12 %	13 %	19 %	9 %
Fusions/acquisitions	3 %	3 %	4 %	2 %	1 %	2 %	2 %	0 %	3 %	0 %	3 %

■ Priorités d'audit les plus élevées par secteur

■ En cas d'égalité pour le cinquième pourcentage le plus élevé, les pourcentages ex aequo sont mis en évidence dans une couleur plus claire

Note 1 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 1 043 pour l'Afrique.

Note 2 : Les industries ayant les taux de réponse les plus élevés sont indiquées. La colonne intitulée « Tous » indique la moyenne de tous les répondants.



ANNEXE E : ANALYSE DES RÉGIONS DU MONDE

Pièce 1. Risques les plus élevés par région

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux risques auxquels votre organisation est actuellement confrontée ? (Choisissez 5.)

Zone de risque	Moyenne des régions	Afrique	Asie Pacifique	L'Europe	Amérique latine	Moyen Est	Amérique du Nord
Cybersécurité	73 %	62 %	62 %	82 %	76 %	72 %	86 %
Perturbation numérique (y compris l'IA)	48 %	44 %	39 %	47 %	54 %	50 %	53 %
Résilience des entreprises	47 %	49 %	58 %	39 %	35 %	58 %	46 %
Le capital humain	43 %	35 %	56 %	48 %	40 %	38 %	42 %
Changements réglementaires	41 %	34 %	38 %	45 %	49 %	28 %	51 %
Incertitude géopolitique/macroéconomique	38 %	27 %	35 %	45 %	45 %	29 %	45 %
Financier/ liquidités	31 %	43 %	19 %	27 %	32 %	38 %	27 %
Évolution du marché/concurrence	31 %	19 %	49 %	32 %	24 %	29 %	34 %
Gouvernance/rapports d'entreprise	24 %	33 %	23 %	20 %	16 %	38 %	15 %
Culture organisationnelle	24 %	29 %	21 %	19 %	28 %	26 %	20 %
Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)	24 %	17 %	28 %	29 %	15 %	23 %	30 %
Fraude	23 %	43 %	20 %	16 %	32 %	19 %	11 %
Communication/réputation	19 %	25 %	19 %	12 %	19 %	19 %	18 %
Changement climatique/environnement	18 %	24 %	17 %	23 %	25 %	13 %	7 %
Santé/sécurité	10 %	11 %	11 %	12 %	6 %	11 %	8 %
Fusions/acquisitions	5 %	3 %	6 %	5 %	5 %	6 %	7 %

■ Risques les plus élevés par région

■ En cas d'égalité pour le cinquième pourcentage le plus élevé, les pourcentages ex aequo sont affichés dans une couleur plus claire

Note 1 : La moyenne globale est calculée en additionnant la moyenne de chaque région, puis en la divisant par le nombre de régions.

Note 2 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. $n = 4\,073$ pour le monde entier.



ANALYSE PAR RÉGION

Pièce 2. Priorités d'audit les plus élevées par région

Question de l'enquête : Quels sont les cinq principaux domaines d'audit auxquels l'audit interne consacre le plus de temps et d'efforts ? (Choisissez 5.)

Domaine d'audit	Moyenne des régions	Afrique	Asie Pacifique	L'Europe	Amérique latine	Moyen Est	Amérique du Nord
Cybersécurité	69 %	60 %	63 %	72 %	69 %	69 %	83 %
Gouvernance/rapports d'entreprise	55 %	51 %	55 %	58 %	48 %	64 %	53 %
Résilience des entreprises	53 %	54 %	57 %	50 %	40 %	59 %	60 %
Changements réglementaires	46 %	37 %	58 %	49 %	53 %	30 %	50 %
Financier/ liquidités	44 %	47 %	30 %	43 %	51 %	47 %	44 %
Fraude	40 %	49 %	42 %	37 %	51 %	30 %	30 %
Chaîne d'approvisionnement (y compris les tiers)	33 %	31 %	32 %	39 %	24 %	35 %	37 %
Perturbation numérique (y compris l'IA)	32 %	30 %	25 %	29 %	30 %	36 %	43 %
Le capital humain	29 %	32 %	36 %	27 %	27 %	35 %	15 %
Culture organisationnelle	23 %	26 %	23 %	21 %	29 %	19 %	19 %
Communication/réputation	18 %	23 %	18 %	14 %	21 %	19 %	14 %
Évolution du marché/concurrence	15 %	13 %	19 %	13 %	16 %	14 %	13 %
Santé/sécurité	15 %	13 %	17 %	17 %	12 %	14 %	15 %
Incertitude géopolitique/macroéconomique	11 %	12 %	8 %	8 %	16 %	13 %	10 %
Changement climatique/environnement	10 %	14 %	10 %	16 %	9 %	8 %	4 %
Fusions/acquisitions	5 %	3 %	4 %	5 %	6 %	4 %	7 %

■ Priorités d'audit les plus élevées par région

■ En cas d'égalité pour le cinquième pourcentage le plus élevé, les pourcentages ex aequo sont mis en évidence dans une couleur plus claire

Note 1 : La moyenne globale est calculée en additionnant la moyenne de chaque région et en la divisant par le nombre de régions.

Note 2 : Enquête Risk in Focus réalisée en ligne du 28 avril au 6 juin 2025 par l'Internal Audit Foundation et ses partenaires. n = 4 073 pour le monde entier.



REMERCIEMENTS

Conseil d'administration de la Fondation pour l'audit interne, 2025-26

Président : Glenn Ho, CIA, CRMA

Vice-président principal : Shirley Machaba, CCSA, CRMA

Vice-présidente, finances et développement : Michael A. Smith, CIA

Vice-président, Contenu : Nora Zeid Kelani, CIA, CRMA

- Subramanian Bhaskar
- Jose Gabriel Calderon, CIA, CRMA
- Hossam El Shaffej, CCSA, CRMA
- Susan Haseley, CIA
- Dawn Jones, CIA, CRMA
- Reyes Fuentes Ortea, CIA, CCSA, CRMA
- Anthony J. Pugliese, CIA

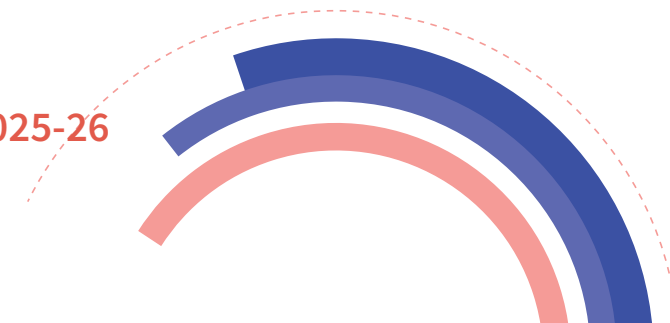
Liaison avec le personnel : Laura LeBlanc, directrice principale, Fondation pour l'audit interne

Comité des conseillers pour la recherche et l'éducation, 2025-26

Président : Nora Zeid Kelani, CIA, CRMA

- Tonya Arnold-Tornquist, CIA, CRMA
- Christopher Calvin, CIA
- Joseph Ian Canlas, CIA, CRMA
- Andrew Dahle, CIA, CRMA
- Andre Domingos
- Christina Duquette, CRMA
- Marc Eulerich, CIA
- Dagmar Flores, CIA, CCSA, CRMA
- Ivony Kudzayi Katsande, CIA, CRMA
- Ayaka Mitsunari
- Ahmed Mohammed, CIA
- Grace Mubako, CIA
- Emmanuel Pascal, CIA, CRMA
- Brad Schafer, CIA
- Brian Tremblay, CIA
- Koji Watanabe
- Stacy Wright, CIA

Liaison avec le personnel : Nicole Narkiewicz, directrice, stratégie académique et de recherche, Fondation pour l'audit interne



L'équipe du projet Africa Risk in Focus

Responsable de la recherche : Deborah Poulalion, directrice principale de la recherche et des idées, IIA

Chef de projet : Candace Sacher

Rédacteur : Arthur Piper

Graphistes : Sergio Analco, Cathy Watanabe



L'ÉQUIPE DU PROJET AFRICA RISK IN FOCUS

Liaison régionale pour l'Afrique, Risk in Focus 2026 : Ruth Doreen Mutebe, présidente sortante de la Fédération africaine des instituts d'audit interne (AFIIA) ; CAE, Umeme, Ouganda

Rapport Personnes interrogées

- Thokozile Kuwali, président de la Fédération africaine des instituts d'audit interne (AFIIA) ; CAE, NICO Holdings, Malawi
- Ruth Doreen Mutebe, présidente sortante de la Fédération africaine des instituts d'audit interne (AFIIA) ; CAE, Umeme, Ouganda
- Aissatou Ndiaye, présidente de l'IIA-Sénégal ; directrice générale de NAD Audit & Conseils, Sénégal

Participants à la table ronde

- Thesling McDoh (Cameroun)
- Alain-Serge Lubelo (République démocratique du Congo)
- Amira Adeeb Soliman (Égypte)
- Igor Ulrich Amvene (Gabon)
- Joseph Zumasigee (Ghana)
- Dorothy Chepkoech (Kenya)
- Thokozile Kuwali (Malawi)
- Hawaly Kone (Mali)
- Sanaa Chquiry (Maroc)
- Simon-Jude Mmayie (Nigeria)
- Tshepo Mofokeng (Afrique du Sud)
- Jonathan Ngoma (Tanzanie)
- Kafaso Millinga (Tanzanie)
- Houda Hamdi (Tunisie)
- Ruth Doreen Mutebe (Ouganda)
- Dickson Agaba (Ouganda)
- Esther Haamaundu (Zambie)

Conseil d'administration d'AFIIA 2025-27

Président : Thokozile Kuwali (Malawi)

Secrétaire exécutif : Zelia Njeza (Tanzanie)

Trésorier : Lubinda Namiluko (Zambie)

- Vice-président, Afrique de l'Ouest : Harriet Akua Karikari (Ghana)
- Vice-président, Afrique de l'Est : Fred Mugunga (Rwanda)
- Vice-président, Afrique du Nord : Deyaa Abbad el Andaloussi (Maroc)
- Vice-président, Afrique du Sud : Tafireyi Nyamazana (Zimbabwe)
- Vice-président, Afrique centrale : Thany Kabangu (République démocratique du Congo)
- Grand représentant de l'institut : Lilian Mwangi (Kenya)
- Grand représentant de l'institut : Simon-Jude Mmayie (Nigeria)
- Grand représentant de l'institut : Lusanda Ncoliwe (Afrique du Sud)

Conseil d'administration de l'AFIIA, membres sortants

Président : Ruth Doreen Mutebe (Ouganda)

Secrétaire exécutif : Zelia Njeza (Tanzanie)

Trésorier : Thokozile Kuwali (Malawi)

- Vice-président, Afrique de l'Ouest : Harriet Akua Karikari (Ghana)
- Vice-président, Afrique de l'Est : Leonard Okoth (Kenya)
- Vice-président, Afrique du Nord : Habib Bchir (Tunisie)
- Vice-président, Afrique du Sud : Nelly Nsefu (Zambie)
- Vice-président, Afrique centrale : Thany Kabangu (République démocratique du Congo)
- Grand représentant de l'institut : Tolulope Odukale (Lagos)
- Grand représentant de l'institut : Souhail Maaroufi (Maroc)
- Grand représentant de l'institut : James Gourrah (Afrique du Sud)



AUDIT INTERNE FONDATION PARTENAIRES

PARTENAIRES DIAMANTAIRES



Partenaires Platine



Partenaires or

- Fundación Latinoamericana de Auditores Internos
- IIA-Houston
- IIA-Japon
- IIA-New York
- IIA-San Francisco

Président' (donateurs individuels)

- Larry Harrington, CIA, QIAL, CRMA
- Keith Kahl, CIA, CRMA
- Doug Mims, CIA, CRMA
- Stacey Schabel, CIA
- Michael A. Smith, CIA
- Warren Stippich, CIA, CRMA



À PROPOS DE L'IIA

L'Institut des Auditeurs Internes est une association professionnelle internationale à but non lucratif qui compte plus de 265 000 membres dans le monde et a délivré plus de 200 000 certifications Certified Internal Auditor® (CIA®) dans le monde entier. Créé en 1941, l'IIA est reconnu mondialement comme le leader de la profession d'audit interne pour les normes, certifications, formation, recherche et conseils techniques. Pour plus d'informations, visitez le site theiia.org.

À propos de la Fondation pour l'audit interne

L'Internal Audit Foundation est la principale ressource mondiale, en partenariat stratégique avec l'IIA, dédiée à l'élévation et à l'autonomisation de la profession d'audit interne en développant des recherches et des programmes de pointe. La Fondation aide les auditeurs internes actuels et futurs à rester pertinents en renforçant et en améliorant leurs compétences et leurs connaissances, afin que les organisations soient en mesure de créer, de protéger et de maintenir une valeur à long terme. Pour plus d'informations, visitez le site theiia.org/Fondation.

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur

L'IIA publie ce document à des fins informatives et éducatives. Ce matériel n'est pas destiné à fournir des réponses définitives à des circonstances individuelles spécifiques et doit donc être utilisé uniquement comme un guide. L'IIA recommande de consulter un expert indépendant pour toute situation spécifique. L'IIA décline toute responsabilité envers toute personne qui placerait une confiance exclusive dans ce matériel.

Copyright © 2025 par la Fondation pour l'audit interne. Tous droits réservés. Pour obtenir l'autorisation de republier, veuillez contacter Copyright@theiia.org.



Siège Social | Institut des Auditeurs Internes
1035 Greenwood Blvd., Suite 401 | Lake Mary, FL 32746, États-Unis
Tél. : +1-407-937-1111 | Fax : +1-407-937-1101
Web : theiia.org/Fondation

